

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

La nouvelle force de l'export algérien

La 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), organisée à Alger, a mis en lumière le rôle croissant de l'Algérie dans le commerce continental, notamment à travers son secteur des matériaux de construction. Devant un parterre d'acteurs économiques et institutionnels africains, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a souligné l'importance stratégique de cette filière devenue un fleuron des exportations nationales. P 3



IATF 2025

La micro-entreprise au cœur du commerce intra- africain

L'édition 2025 du Salon du commerce intra-africain (IATF) se poursuit à Alger, avec la participation de milliers d'acteurs économiques du continent. L'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NASDA) y joue un rôle central, en mettant en avant le potentiel des micro-entreprises algériennes comme levier de croissance et d'intégration économique africaine.

P 2

ATTRIBUÉS À DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES

Sonatrach signe trois contrats de 60 milliards DA

Le Groupe Sonatrach a procédé, hier à Alger, à la signature de trois contrats majeurs d'une valeur globale de 60 milliards de dinars, destinés au développement et à la modernisation de ses infrastructures de transport par canalisation. La cérémonie s'est tenue au siège de la Direction générale, en présence du Président-directeur général du groupe, Rachid Hachichi, ainsi que de plusieurs cadres dirigeants.

P 5

AGRO-INDUSTRIE, AUTOMOBILE, PHARMACEUTIQUE, LOGISTIQUE

Les piliers du futur commerce africain

Organisée à Alger du 4 au 10 septembre, la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) a transformé la capitale en une vitrine du dynamisme économique du continent. Avec plus de 30 000 participants et 2 000 exposants, l'événement a confirmé la position de l'Algérie comme carrefour stratégique pour l'avenir du commerce africain.

P 3

IL A SIGNÉ UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE
AVEC L'AAPI

**Elsewedy Electric s'engage
à investir 2,5 milliards
de dollars en Algérie** P 2

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ À LA
VEILLE DE LA RENTRÉE SOCIALE 2025

**Le ministère du commerce
mobilise ses services** P 5

ACQUISITION DE 300 APPAREILS
AVANT FIN 2025 ET 700 AUTRES
EN 2026

**Le réseau des guichets
automatiques de billets
renforcé** P 4

MINES

Sonaram met en avant son expertise à l'IATF 2025

Par Selma R.

La participation du groupe public «Sonaram» à la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée du 4 au 10 septembre à Alger, illustre la volonté de l'Algérie de promouvoir son savoir-faire minier et de renforcer les partenariats avec les pays africains dans un secteur stratégique pour la diversification économique nationale.

« Le partenariat avec les entreprises étrangères représente une opportunité d'investissement et une stratégie réussie pour renforcer le secteur minier. Il permet le transfert de savoir-faire et de technologies, tout en contribuant à la stratégie nationale visant à sortir de la dépendance aux hydrocarbures et à diversifier l'économie », a déclaré Wafia Laraibi, chargée des relations extérieures et de la coopération au groupe Sonarem.

Elle a également souligné, dans une déclaration à la télévision nationale, l'intérêt croissant de plusieurs délégations africaines, venues solliciter l'expertise algérienne : « Contrairement aux idées reçues, ce sont aujourd'hui des entreprises africaines, comme au Nigéria, qui viennent chercher l'expérience algérienne pour développer leur propre secteur minier ».

De son côté, Mme Zaaf, chargée de la communication de la filiale «Sonaram Formation», a mis en avant l'importance de la formation pour accompagner le développement du secteur : « Sonaram Formation, créée en 2023, vise à former des compétences dans les métiers miniers et à soutenir les projets nationaux structurants dans le fer, le phosphate, le zinc et le marbre ».

Elle a annoncé l'ouverture prochaine de deux écoles spécialisées dans les métiers du marbre, en partenariat algéro-italien, à Kristel (Oran) et à Filfila (Skikda), ainsi que la création d'une école internationale des mines à Ain Taghrouit, destinée à accueillir aussi bien des stagiaires algériens qu'africains, aux normes internationales.

À travers ces initiatives, Sonaram confirme sa vocation à devenir un acteur majeur non seulement dans l'exploitation et la valorisation des ressources minières nationales, mais aussi dans le transfert de compétences et l'accompagnement des pays africains dans la formation de leurs cadres. L'IATF 2025 s'impose ainsi comme une plateforme de rapprochement entre les économies africaines, consacrant une coopération «Afrique-Afrique», orientée vers l'intégration et la souveraineté économique du continent.

IATF 2025

La micro-entreprise au cœur du commerce intra-africain

L'édition 2025 du Salon du commerce intra-africain (IATF) se poursuit à Alger, avec la participation de milliers d'acteurs économiques du continent. L'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NASDA) y joue un rôle central, en mettant en avant le potentiel des micro-entreprises algériennes comme levier de croissance et d'intégration économique africaine.

Par S R.

« Nos micro-entreprises ne sont pas de simples exposantes. Elles sont venues conclure des accords, nouer des partenariats et prouver qu'elles peuvent rivaliser sur les marchés africains », a déclaré Bilal Achacha, directeur général de NASDA.

En effet, NASDA a profité de l'événement pour organiser un atelier stratégique en présence de ses partenaires, dont l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et le Bureau National Etudes pour le Développement Rural (BNEDER), spécialisé dans le développement agricole. L'objectif : promouvoir les services de l'Agence dans le domaine agricole, et exposer les nombreuses opportunités que recèlent des filières comme les céréales, les dattes, ou encore l'agro-industrie. « Le secteur agricole est un pilier de notre stratégie. Il offre de nombreuses possibilités de transformation locale, de création d'emplois

et d'exportation », a précisé M. Achacha dans une déclaration à la radio nationale « Chaîne 1 ». L'un des axes majeurs de la stratégie de NASDA réside dans le développement de la sous-traitance, un modèle permettant aux micro-entreprises de s'insérer dans les chaînes de valeur locales et internationales. « La sous-traitance permet non seulement d'augmenter le taux d'intégration industrielle au niveau national, mais elle ouvre aussi les portes des marchés extérieurs à nos entreprises », a-t-il expliqué.

Des équipes spécialisées de NASDA ont accompagné les micro-entrepreneurs présents pour faciliter les rencontres avec de grands groupes africains, dans l'objectif de conclure des contrats de collaboration, de production ou d'exportation.

Lors de cette foire, NASDA a intensifié également ses efforts pour accueillir et encadrer les jeunes porteurs de projets issus des collectivités locales, des centres de formation professionnelle, ainsi que des instituts spé-

cialisés en agriculture, tourisme ou industrie. « Notre dispositif est aujourd'hui complet et inclusif. Il s'adresse à tous les profils, dans toutes les régions, pour soutenir un entrepreneuriat durable et ancré dans les réalités économiques locales », a affirmé le même responsable.

L'Agence met l'accent sur l'expansion des micro-entreprises existantes, qu'elles aient été créées dans le cadre du dispositif national ou en dehors. Cet axe est considéré comme stratégique pour créer de la valeur, générer de l'emploi et consolider les acquis du tissu entrepreneurial algérien. « L'objectif est clair : accompagner ces entreprises dans leur croissance pour qu'elles deviennent des actrices majeures de l'économie africaine », a-t-il ajouté.

Par sa forte mobilisation lors de l'IATF 2025, l'Algérie réaffirme son ambition de jouer un rôle moteur dans « l'intégration économique du continent », en capitalisant sur la richesse et la résilience de ses micro-entreprises.

FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINE

Affluence remarquable de visiteurs et de professionnels

Par R E.A.

La 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tient à Alger, connaît une affluence remarquable de visiteurs et de professionnels, reflétant le grand intérêt porté aux opportunités commerciales et d'investissement, de nature à renforcer les échanges entre les pays du continent et à accélérer la mise en place d'un marché africain intégré.

Selon de nombreux visiteurs, l'IATF constitue une plateforme pour promouvoir la coopération, établir des partenariats et approfondir les échanges entre opérateurs économiques, dans l'intérêt des pays africains et de leurs peuples, saluant la bonne organisation de cette édition à Alger.

A ce propos, le journaliste tchadien de la chaîne Manara Radio Télévision (MRTV), Abdallah Younes Adam Saken, a déclaré à l'APS que sa participation à cet important événement économique, aux côtés d'une importante délégation médiatique, "émane de l'intérêt de son pays pour tout ce qui concerne les affaires africaines, d'autant plus que le continent commence à revoir ses priorités pour atteindre son autonomie économique".

Saluant les efforts consentis par l'Algérie pour accueillir cette foire en vue d'impulser la dynamique du développement en Afrique et promouvoir les économies de ses

pays, l'intervenant a relevé "la détermination des pays participants à opérer un véritable changement sur le continent", citant la signature d'un grand nombre d'accords de partenariat et de coopération bilatérale.

De son côté, Hélène Mario, opératrice économique venue d'Ethiopie, s'est réjouie de "la forte volonté des pays africains de développer leurs économies", espérant voir son entreprise spécialisée dans le domaine de la fabrication de sacs, conclure des partenariats avec des entreprises algériennes ou d'autres de pays africains.

Elle a, dans ce sens, fait observer que le défi aujourd'hui réside dans la présentation de produits de qualité à un prix compétitif, à même de s'imposer sur le marché africain prometteur".

Pour sa part, Tahra Al-Harithi, un opérateur économique du Sultanat d'Oman venu à Alger pour visiter l'IATF en quête d'opportunités d'investissement à l'étranger, a exprimé "son admiration pour les liens étroits entre les pays africains afin de renforcer leurs économies, ainsi que pour l'évolution de leurs produits dans divers domaines industriels".

Pour lui, l'organisation par l'Algérie de ce genre de manifestations économiques d'envergure reflète sa position de "pays leader en Afrique", précisant que ces rendez-vous représentent "une opportunité pour renforcer les relations politiques, commerciales et

culturelles entre Etats".

Et d'ajouter que cette Foire "a suscité l'intérêt des opérateurs et investisseurs au Sultanat d'Oman malgré la distance", précisant que cet événement "a permis à son entreprise de trouver des distributeurs agréés en Algérie, en coordination avec d'autres pays africains".

Le directeur de l'organisation et de l'information au Centre économique de Bizerte (Tunisie), Amine Souissi a, quant à lui, qualifié cette foire "de grande opportunité pour ceux qui recherchent des investissements fructueux", ce qui est le cas pour lui, en quête de meilleurs opportunités d'investissement au profit de son pays.

Il a également félicité l'Algérie pour "le succès de cette édition, qui a constitué un espace attractif aux investisseurs et une opportunité de renforcer les partenariats entre opérateurs économiques".

Quant au représentant d'une société nigériane activant dans le domaine des services de conseil financier, il a souligné que la quatrième édition de cette foire est "très exceptionnelle, en termes de participation", saluant "le grand intérêt que porte l'Algérie aux affaires du continent, notamment économiques, et son engagement constant à unifier les efforts visant à hisser le niveau du commerce intra-africain à travers la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

La nouvelle force de l’export algérien

La 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), organisée à Alger, a mis en lumière le rôle croissant de l’Algérie dans le commerce continental, notamment à travers son secteur des matériaux de construction. Devant un parterre d’acteurs économiques et institutionnels africains, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a souligné l’importance stratégique de cette filière devenue un fleuron des exportations nationales.

Par Mourad A.

L’Algérie est désormais un acteur incontournable sur le marché mondial des matériaux de construction. Le pays a su s'imposer, exportant son ciment, sa céramique, son acier, son marbre et son plâtre vers de nombreux pays. Cette transformation audacieuse, propulsant la nation du statut d'importateur à celui d'exportateur majeur, prouve la compétitivité et la qualité des entreprises algériennes. « L’Algérie est passée du statut de simple importateur à celui d'exportateur majeur de matériaux de construction », a affirmé le ministre en marge d’un atelier organisé par la Banque africaine d’import-export (Afreximbank), placé sous le thème « Auto-nomiser les entrepreneurs africains : accélérer le développement des infrastructures en Afrique ». Cette dynamique s’inscrit dans une vision plus large portée par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Pour Kamel Rezig, « l’intégration africaine passe d’abord par des infrastructures solides et modernes : routes, ports, lignes ferroviaires, aéroports, réseaux énergétiques et télécommunications ». Autant d’éléments indispensables pour fluidifier les échanges commerciaux et bâtir un marché africain compétitif. L’Algérie, a-t-il insisté, ne se limite pas à la seule production : elle investit également dans la formation d’ingénieurs et d’experts techniques dont le savoir-faire est sollicité à travers le continent. « Nos capacités ne se résument pas aux usines et aux chantiers. Nous exportons aussi de la

compétence et de l’ingénierie », a précisé le ministre. La question du financement des projets africains a également été mise en avant. Dans ce domaine, le rôle de la Banque africaine d’import-export (Afreximbank) est jugé déterminant. Kamel Rezig a salué « une institution qui n’est pas seulement un acteur financier, mais un véritable partenaire stratégique », grâce à ses mécanismes innovants, ses plateformes techniques et son soutien aux entreprises africaines d’ingénierie et de construction. Pour le ministre, l’IATF est bien plus qu’une foire : c’est « un espace de dialogue, d’échanges et de partenariats » qui ouvre de nouvelles perspectives pour le commerce intra-africain. Actuellement limité à 15 à 18 % des échanges du continent, ce commerce devrait connaître une forte expansion grâce à la ZLECAF et aux efforts conjoints des États africains. En accueillant cet événement, Alger s’affirme comme une capitale économique africaine et confirme son rôle de carrefour stratégique dans le développement des infrastructures et des échanges. « L’Algérie met toutes ses forces au service de la renaissance africaine », a conclu Kamel Rezig, réitérant l’engagement du pays à accompagner la mise en œuvre de projets structurants sur le continent.

Plus de 300 millions de dollars de contrats signés

Des accords ont été finalisés en marge de l’atelier. La journée a été marquée par la signature de plusieurs accords majeurs entre des entreprises algériennes et des partenaires

africains, pour un montant global dépassant les 300 millions de dollars. La plus importante opération a été conclue par Madar Holding, qui a signé un contrat avec une entreprise libyenne pour l’exportation de sucre raffiné, d’une valeur de 180 millions de dollars. Cet accord confirme le rôle croissant de l’Algérie dans la sécurisation des approvisionnements alimentaires sur le marché régional. Dans le secteur des matériaux de construction, le groupe Souakri a scellé une convention avec un partenaire libyen pour la fourniture de ciment, transporté par voie terrestre et maritime. Ce contrat, estimé à 51 millions de dollars sur une durée d’un an, illustre la compétitivité des produits algériens et leur attractivité sur les marchés voisins. De son côté, le groupe Condor a multiplié les engagements en signant six accords commerciaux avec des entreprises de Côte d’Ivoire, du Sénégal, d’Égypte, de Libye, de Tunisie et de Mauritanie. La valeur annuelle de ces partenariats est évaluée à 80 millions de dollars, témoignant de la stratégie offensive de ce leader algérien de l’électronique et de l’électroménager à l’international. En consolidant leur présence sur le marché africain, les entreprises algériennes confirment leur ambition de devenir des acteurs majeurs du commerce sud-sud. L’IATF 2025 apparaît ainsi non seulement comme un espace d’exposition, mais surtout comme un lieu où se scellent des partenariats stratégiques porteurs de croissance et de prospérité partagée.

IL A SIGNÉ UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC L’AAPI

Elsewedy Electric s’engage à investir 2,5 milliards \$ en Algérie

Par S R.

L’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI) et le groupe égyptien Elsewedy Electric ont signé, hier à Alger, un memorandum d’entente portant sur des intentions d’investissement d’une valeur glo-

bale de 2,5 milliards de dollars. L’accord a été paraphé par le directeur général de l’AAPI, Omar Rekkache, et le président-directeur général d’Elsewedy Electric, Mostafa Awad Helwany. Dans une déclaration accordée à la Radio algérienne, ce dernier a précisé que ce partenariat concerne

des projets industriels diversifiés, notamment dans le domaine des énergies renouvelables. Il a souligné que cet engagement illustre « notre conviction pleine et entière quant au climat d’affaires favorable et aux conditions d’investissement attractives offertes par l’Algérie ». Cette nouvelle entente

s’inscrit dans la dynamique d’ouverture économique du pays, qui multiplie les partenariats stratégiques avec des acteurs internationaux afin de renforcer ses capacités industrielles et accélérer sa transition énergétique.

AGRO-INDUSTRIE, AUTOMOBILE, PHARMACEUTIQUE, LOGISTIQUE

Les piliers du futur commerce africain

Par M. A.

Organisée à Alger du 4 au 10 septembre, la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) a transformé la capitale en une vitrine du dynamisme économique du continent. Avec plus de 30 000 participants et 2 000 exposants, l’événement a confirmé la position de l’Algérie comme carrefour stratégique pour l’avenir du commerce africain. Au cœur de cet événement, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) a réaffirmé son ambition : bâtir un marché intégré de 1,4 milliard de consommateurs, capable de transformer en profondeur les économies africaines. « Nous voulons ramener la valeur ajoutée sur le continent et développer les chaînes de valeur africaines », a expliqué Cynthia Gnassingbé-Essouam, conseillère principale en

charge de l’engagement pour le secteur privé au sein de la ZLECAF, lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale. Une étude menée en 2022 par le secrétariat de la ZLECAF a identifié quatre secteurs stratégiques susceptibles de doubler le commerce intra-africain d’ici 2035 : l’agro-industrie, l’automobile, la pharmacutique et la logistique. Des domaines qui reflètent à la fois les besoins croissants du continent et le potentiel industriel de nombreux pays, dont l’Algérie. Le cas du secteur pharmaceutique est emblématique. En 2019, l’Afrique a importé près de 19 milliards de dollars de médicaments, essentiellement des génériques. Une dépendance coûteuse, mais aussi une opportunité pour des pays comme l’Algérie, qui dispose déjà d’entreprises capables de produire et d’exporter vers d’autres marchés africains. « Si nous

parvenons à harmoniser les réglementations et les normes, nous aurons un véritable marché pharmaceutique africain », a insisté Mme Gnassingbé-Essouam. Même constat pour l’automobile et l’agro-industrie, deux filières où le secteur privé algérien a montré une présence remarquée lors de l’IATF. Des start-up aux grandes entreprises, les exposants algériens ont fiché leur volonté de devenir des acteurs incontournables de la transformation industrielle africaine. Mais au-delà des secteurs, la question des infrastructures reste centrale. Routes, lignes maritimes et aériennes sont indispensables pour connecter les marchés africains. L’Algérie, grâce à la route transsaharienne, au projet de ligne aérienne Alger-N’Djaména et à la future liaison maritime Alger–Nouakchott, veut s’imposer comme un hub logistique de premier plan. « Les marchandises ne se déplacent pas toutes

seules. Nous devons investir dans des corridors commerciaux fiables et modernes », a rappelé la responsable de la ZLECAF, saluant les « méga-projets » lancés par Alger. Actuellement, le commerce intra-africain ne représente que 15 à 18 % des échanges, un chiffre faible comparé aux autres régions du monde. L’enjeu de la ZLECAF est d’inverser cette tendance en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires, mais aussi en favorisant le secteur privé africain. Déjà 49 pays ont ratifié l’accord, preuve d’une volonté politique d’avancer. Pour Mme Gnassingbé-Essouam, l’édition algérienne de l’IATF illustre cette dynamique : « C’est ici que l’on voit concrètement naître des partenariats sud-sud et des solutions africaines aux défis africains ». Un message fort alors que la prochaine édition, prévue en 2027 à Lagos, devra confirmer cette trajectoire.

ALGÉRIE-UGANDA

Signature d’un accord de coopération bilatérale

Un accord de coopération bilatérale entre l’Algérie et l’Ouganda, a été signé lundi à Alger, par le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzerd et son homologue ougandais, M. Matia Kasaija, en présence de la Secrétaire d’Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Selma Bakhta Mansouri. Cet accord, signé au siège de l’Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, vise à faciliter les procédures fiscales, administratives et douanières entre les deux pays, créant ainsi un environnement propice au déploiement de projets structurants portés par l’Agence et décidés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il s’articule autour d’un projet pionnier: la rénovation et l’extension de l’hôpital de Katakwi, dans l’est de l’Ouganda et dont le lancement des travaux de ce projet est prévu dans un délai de trois mois, associant des entreprises ougandaises dans le cadre d’un partenariat économique local inclusif. Le ministre des Finances, de la Planification et du Développement économique ougandais, Matia Kasaija, a salué dans une déclaration à la presse, la qualité des relations unissant les deux pays et affirmé leur volonté commune de les hisser au niveau d’un partenariat fondé sur des projets concrets et des programmes d’action conjoints. Pour le ministre ougandais cet hôpital, "apportera une contribution précieuse" en matière de soins et de formation médicale, et "incarne véritablement l’esprit d’amitié et de coopération entre nos deux pays, une amitié qui doit rester solide et durable". M. Kasaija a transmis, à cette occasion, les salutations du président ougandais, Yowri Kaguta Museveni, au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en exprimant ses remerciements à l’Algérie pour ce projet d’hôpital. Fondé sur une base visant à renforcer les liens d’amitié entre l’Algérie et l’Ouganda, cet accord s’inscrit dans le cadre plus large du renforcement des relations historiques et multidimensionnelles entre les deux pays, qui couvrent notamment les domaines de la santé publique et le partage d’expertise et le transfert de bonnes pratiques. Cet accord illustre l’engagement de l’Algérie en faveur d’une coopération Sud-Sud effective et concrète, alignée sur les objectifs de la diplomatie algérienne envers le continent africain, et répondant aux priorités de développement du partenaire ougandais.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE REÇOIT L'AMBASSADEUR DE TANZANIE

Les moyens de développer la coopération bilatérale examinés

L'or continue d'enchaîner les records lundi, sur un marché des changes qui retient son souffle en cette période d'incertitudes géopolitiques. Après avoir atteint des sommets la semaine dernière, le métal jaune, considéré comme une valeur refuge, a touché lundi un nouveau record à 3.617,17 dollars l'once. "La possibilité d'une remise en cause de l'indépendance de la Réserve fédérale (Fed) et l'érosion de la confiance envers les Etats-Unis et le dollar entretiennent son élan", ont souligné des analystes. En parallèle, le métal jaune profite d'un accroissement des paris en faveur des baisses de taux de la Fed, qui se réunit les 16 et 17 septembre.

MÉTaux PRÉCIEUX L'or à plus de 3.600 dollars l'once

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, a reçu, dimanche, l'ambassadeur de Tanzanie en Algérie, M. Imani Salum Njalikai, avec lequel il a examiné les moyens de développer la coopération bilatérale dans ce secteur, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, les deux parties ont "passé en revue les possibilités de renforcement de la coopération et des échanges commerciaux entre les deux pays dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et des dispositifs médicaux, au regard de l'intérêt de la Tanzanie pour les capacités de l'Algérie en la matière", a précisé le communiqué. L'ambassadeur de Tanzanie était accompagné de plusieurs opérateurs participant à la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui ont affiché leur volonté de conclure des contrats de partenariat et de coopération avec des opérateurs algériens, selon le communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

ACQUISITION DE 300 APPAREILS AVANT FIN 2025 ET 700 AUTRES EN 2026

Le réseau des guichets automatiques de billets renforcé

L'année 2025 a été marquée par une avancée notable dans le renforcement du réseau des guichets automatiques de billets (GAB) et l'amélioration de sa performance, à travers l'installation de 600 nouveaux appareils, soit un total de 2596 GAB répartis à travers les wilayas du pays, indique dimanche un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications. Les efforts d'extension "se poursuivent par l'acquisition de 300 appareils supplémentaires

avant la fin de l'année en cours, en sus de 700 autres appareils programmés pour l'année 2026. Ces nouveaux lots seront dotés de fonctionnalités intégrées, permettant aux citoyens d'effectuer des opérations de retrait et de dépôt en même temps, et contribuant à alléger la charge des bureaux de poste et à assurer la continuité du service", précise le ministère dans son communiqué. Sur le plan technique, "le programme de maintenance mis en œu-

vre avec sérieux et rigueur a permis d'accroître le taux d'opérationnalité du réseau à plus de 97%, tout en garantissant un approvisionnement régulier en liquidités, notamment lors des périodes de forte affluence des citoyens", ajoute la même source. "62 espaces libres de GAB fonctionnant 24/24h et 7/7j ont été mis en service, outre 54 autres espaces programmés visant à étendre la couverture, notamment dans les zones à forte densité de population", note le communiqué.

HYDROCARBURES

Alnaft reçoit une délégation de l'autorité de régulation tanzanienne

Le président du Comité de direction de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) et les membres du comité ont reçu dimanche une délégation de l'autorité tanzanienne de régulation du

secteur pétrolier amont (Petroleum Upstream Regulatory Authority-PURA), et ce, dans le cadre du renforcement de la coopération énergétique, a indiqué Alnaft dans un communiqué. Cette rencontre, tenue en marge de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (4-10 septembre en cours à Alger), a permis d'échanger sur les opportunités de coopération dans le domaine des hydrocarbures, le partage d'expériences en matière de régulation et de gestion des ressources, ainsi que le développement de partenariats mutuellement bénéfiques entre l'Algérie et la Tanzanie, a précisé la même source. A cette occasion, Alnaft a partagé avec la délégation tanzanienne son expérience dans l'organisation et la conduite des appels à concurrence dans le domaine de l'amont pétrolier et gazier, mettant en avant les mécanismes de transparence, de com-

pétitivité et d'attractivité qui ont marqué "la réussite" du récent Algeria Bid Round 2024, selon le communiqué. Les deux parties ont salué la qualité des relations qui unissent les deux pays et ont réaffirmé "leur volonté commune de les hisser au niveau d'un partenariat fondé sur des projets concrets et des programmes de travail conjoints, à même de renforcer l'intégration économique et de promouvoir le développement durable en Afrique". L'accent a également été mis sur la dynamique nouvelle qui caractérise les relations de l'Algérie avec les pays africains, ajoute la même source réaffirmant "l'engagement de l'Algérie en faveur d'une politique énergétique basée sur les partenariats Sud-Sud". Alnaft a rappelé par ailleurs sa participation active à l'IATF 2025, en tant que sponsor officiel de cet événement continental majeur.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 07 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 Septembre 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كغ			
Produits	معدل	أعلى	أدنى	المنتجات		
	Moyenne	Maximum	Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	57	64	49	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	71	84	57	الطماطم	
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف	
	Ail sec	534	613	456	الثوم الجاف	
	Carotte	98	109	87	الجزر	
	Navet	118	131	105	لفت	
	Poivron	88	103	73	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	136	96	الفلفل الحار	
	Courgette	102	116	89	الكوسة	
	Haricot vert	185	207	163	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	123	139	107	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	326	408	244	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	578	702	455	التمر	
	Banane	425	438	412	الموز	
	Melon	84	94	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	77	87	67	البطيخ الاحمر	
	Raisin	217	280	154	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1812	1932	1692	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	367	381	352	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البويض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	432,00	NC	0,00	0,40	2,56	7,62	8,10	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1415,00	0,00	0,24	-0,08	9,10	5,50	3225	4 563 375,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	2340,00	0,00	-4,66	-1,77	6,22	6,84	20	46 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 277,00	2277,00	0,00	-0,17	0,25	10,86	5,49	2062	4 695 174,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,19	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	391,00	384,00	-1,79	-0,52	-5,03	3,63	5,47	2892	1 110 526,00

ATTRIBUÉS À DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES

Sonatrach signe trois contrats de 60 milliards DA

Le Groupe Sonatrach a procédé, hier à Alger, à la signature de trois contrats majeurs d’une valeur globale de 60 milliards de dinars, destinés au développement et à la modernisation de ses infrastructures de transport par canalisation. La cérémonie s’est tenue au siège de la Direction générale, en présence du Président-directeur général du groupe, Rachid Hachichi, ainsi que de plusieurs cadres dirigeants.

Par Sirine R.

Ces contrats ont été conclus avec des entreprises nationales, en l’occurrence Cosider Canalisations, l’Entreprise nationale de canalisations (ENAC), Maghreb Pipe Industries (MPI), ainsi que les filiales de Sonatrach SARPI et GCB. Ils s’inscrivent pleinement dans la stratégie du groupe visant à promouvoir le contenu local et à renforcer l’intégration nationale. Le premier contrat, d’une durée de 30 mois, a été signé avec le groupement ENAC-Cosider Canalisations pour la réalisation, en mode EPC (Engineering, Procurement and Construction), de l’expansion du tronçon du gazoduc GG1 42”, reliant Hassi R’mel à la station de compression de Moudjebara (Djelfa) et au poste de coupure de Medjedel (M’Sila). Ce projet vise à sécuriser l’approvisionnement en gaz naturel du centre du pays et à alimenter six centrales électriques, dont celle d’El Hamma à Alger. Le deuxième contrat, également d’une durée de 30 mois, a été conclu avec le groupement GCB-SARPI. Il porte sur le remplacement d’une partie du tronçon de l’oléoduc OH1 30”, entre Ohanet et Mederba (Illizi), par une canalisation en époxy renforcé en fibre de verre, conforme

aux normes modernes de sécurité et de qualité. Ce projet permettra de fiabiliser le transport du brut extrait de la région d’In Amenas vers le Centre de distribution des hydrocarbures liquides de Haoud El Hamra (Ouargla). Enfin, un troisième contrat, d’une durée de 15 mois, a été signé avec la société algérienne Maghreb Pipe Industries (MPI). Il porte sur la fabrication locale de 163 km de canalisations en époxy renforcé de fibres de verre. Cette opération est considérée comme une étape clé dans la politique de substitution aux importations et dans la progression vers l’autonomie industrielle. « Ces projets ne sont pas de simples opérations techniques. Ils constituent un investissement direct dans notre sécurité énergétique et un renforcement de la souveraineté énergétique de l’Algérie », a déclaré Rachid Hachichi, soulignant l’impact de ces réalisations sur l’économie nationale et sur la création d’emplois directs et indirects.

Partenariat énergétique avec le Kenya

Par ailleurs, en marge de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), Sonatrach a également signé un protocole d’entente avec la Compagnie nationale kényane de pé-

trole (NOC). Cet accord prévoit l’approvisionnement du marché kényan en GPL et produits pétroliers, ainsi que la réalisation de projets conjoints dans le domaine de l’exploration et de la production d’hydrocarbures. L’accord, signé par Rachid Hachichi et son homologue kényan Leparan Ole Morintat, en présence de l’ambassadeur du Kenya à Alger, vise aussi la création d’une plateforme commerciale dédiée au GPL, aux produits pétroliers, aux lubrifiants et aux produits pétrochimiques. Il inclut des programmes de formation pour les cadres de la NOC, supervisés par Sonatrach. «Cet accord profitera aussi bien à l’Algérie qu’au Kenya et reflète notre ambition d’élargir nos activités à l’échelle continentale », a souligné M. Hachichi, rappelant l’attachement de Sonatrach aux principes de coopération, de partenariat fructueux et de contribution aux objectifs de développement durable (ODD) en Afrique. À travers ces nouvelles signatures, Sonatrach confirme sa double ambition : renforcer la souveraineté énergétique de l’Algérie en s’appuyant sur les compétences nationales et étendre son influence sur le marché africain, en consolidant son rôle de leader régional et international dans le secteur des hydrocarbures.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ À LA VEILLE DE LA RENTRÉE SOCIALE 2025

Le ministre Zitouni mobilise ses services

Par R E.

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a présidé une réunion de coordination au siège du ministère, consacrée aux préparatifs de la rentrée scolaire, professionnelle et universitaire, indique un communiqué du ministère. Après avoir écouté les différentes présentations, M. Zitouni a donné des instructions pour que l’ensemble des cadres centraux du ministère descendent sur le terrain afin de suivre de près tous

les préparatifs liés à la rentrée scolaire, professionnelle et universitaire. Ces préparatifs concernent notamment l’organisation des foires dédiées aux fournitures scolaires et à la régulation de leurs prix, ainsi que l’approvisionnement du marché national en divers produits de base, afin d’en garantir la disponibilité et la stabilité dans les meilleures conditions, précise le communiqué. Le ministre a également ordonné la mobilisation des agents de contrôle pour superviser la préparation de l’approvisionnement des cantines

scolaires et veiller à la qualité des repas servis, de manière à garantir le respect des normes pour protéger la santé des élèves. Par ailleurs, il a insisté sur la nécessité de poursuivre l’intensification du contrôle sur le terra** afin de prévenir toute hausse injustifiée des prix et de lutter contre les pratiques portant atteinte au pouvoir d’achat des citoyens. M. Zitouni a aussi donné des instructions pour l’adoption d’une nouvelle approche en matière de contrôle, notamment concernant les restaurants et les fast-foods, dans

l’objectif de renforcer la protection du consommateur et d’améliorer la qualité des services. Le ministre a souligné que ces orientations s’inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du Président de la République, visant à protéger le consommateur, assurer la stabilité du marché national et soutenir le pouvoir d’achat. Il a insisté sur le fait que la réussite de la rentrée scolaire, professionnelle et universitaire constitue une responsabilité collective, nécessitant une mobilisation accrue et une présence effective sur le terrain.

MINES ET ÉNERGIES

Alger et Moscou peaufinent leur collaboration

Par Réda Hadi

En marge de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), le ministre d’État, ministre de l’Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a reçu, hier, au siège de son département ministériel, le vice-ministre russe de l’Énergie, M. Roman Marshavin, accompagné de sa délégation. Les discussions ont porté sur les moyens de renforcer la coopération entre l’Algérie et la Russie dans les domaines de l’énergie, des mines et des énergies renouvelables, et d’examiner les perspectives de son développement au service des intérêts des deux pays. La rencontre s’est déroulée en présence de

l’ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie, de la secrétaire d’État auprès du ministre de l’Énergie chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer, du secrétaire d’État chargé des Énergies renouvelables, M. Nouredine Yassa, ainsi que de plusieurs cadres du ministère et du groupe Sonatrach. Les deux parties ont exprimé leur volonté de consolider le partenariat énergétique entre les deux pays. Ils ont étudié les opportunités de coopération dans les secteurs des hydrocarbures, de la recherche et de l’exploration, du développement des gisements et de l’industrie pétrolière et gazière en Algérie. La coopération entre Sonatrach et la société russe Gazprom a également été abordée. Les discussions ont également

porté sur les opportunités de coopération dans le domaine des énergies renouvelables, notamment le développement de l’hydrogène vert et du solaire photovoltaïque. Les deux parties ont également examiné les perspectives de coopération dans l’utilisation pacifique des technologies et applications nucléaires, notamment dans le domaine médical et la production de radio-isotopes pharmaceutiques pour la lutte contre le cancer. Arkab a insisté sur l’importance du partenariat stratégique entre l’Algérie et la Russie, renforcé par la signature de la déclaration sur le partenariat stratégique approfondi entre les deux pays. Il a invité les entreprises russes du secteur minier à contribuer au développement de l’indus-

trie minière en Algérie. Le vice-ministre russe a salué, pour sa part, les vastes opportunités offertes pour élargir la coopération et les échanges économiques entre les deux pays. Il a exprimé l’intérêt des entreprises russes à investir sur le marché algérien, notamment à travers le renforcement de la coopération entre Sonatrach et Gazprom. Enfin, les deux parties ont salué le niveau de dialogue et de coordination entre l’Algérie et la Russie dans les différents forums internationaux, notamment dans le cadre de l’OPEP+ et du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF). Elles ont réaffirmé leur engagement commun à contribuer à la stabilité des marchés mondiaux du pétrole et du gaz.

ENERGIES
RENOUVELABLES ET
HYDROGÈNE VERT
L’Algérie et l’Institut
allemand PTB
renforcent leur
partenariat

Synthèse S R.

En marge de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée à Alger du 4 au 10 septembre, le Secrétaire d’État auprès du ministre de l’Énergie, chargé des Énergies renouvelables, M. Nouredine Yassa, a reçu, hier, M. Karl Felix Wolf, conseiller en coopération internationale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord auprès de l’Institut allemand de métrologie (PTB), dépendant du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. La rencontre, à laquelle ont également pris part Mme Hanna Elg, cheffe de la coopération à l’ambassade d’Allemagne en Algérie, ainsi que plusieurs cadres du ministère, a permis d’examiner les perspectives de coopération bilatérale dans le domaine stratégique du renforcement des infrastructures de qualité liées aux énergies renouvelables et à l’hydrogène vert. Les deux parties ont mis en avant le succès de la coopération antérieure entre le PTB et le Centre de Développement des Énergies Renouvelables (CDER), notamment à travers le projet « Renforcement de l’infrastructure de qualité de l’énergie solaire au Maghreb ». Ce partenariat a permis au CDER d’obtenir des accréditations conformes à la norme «ISO/IEC 17025:2017», plaçant l’Algérie en position de pionnier régional dans le domaine des infrastructures de qualité appliquées aux énergies renouvelables. M. Yassa et M. Wolf ont insisté sur l’importance de renforcer la coopération dans la formation, l’assistance technique et les comparaisons interlaboratoires, mais aussi d’élargir les actions conjointes à la normalisation, l’étalonnage et le contrôle qualité des technologies liées aux énergies renouvelables et à l’hydrogène vert. Les discussions ont également porté sur la nécessité de consolider les capacités des institutions algériennes dans la fourniture de services d’infrastructure de qualité, en identifiant les priorités de la chaîne de valeur de l’hydrogène vert, en développant les compétences techniques et en sensibilisant les acteurs du secteur à l’importance de ces services pour garantir un développement durable et compétitif. Avec ce partenariat renforcé, l’Algérie confirme sa volonté de se positionner comme un acteur clé en Afrique et dans la région MENA dans le domaine de l’énergie propre et de l’hydrogène vert.

OUARGLA

Mise en service
de quatre
stations de
pompage et de
relevage des
eaux usées à
Rouissat

Quatre stations de pompage et de relevage des eaux usées viennent d'être mises en service dans la commune de Rouissat, wilaya de Ouargla, a-t-on appris dimanche de la direction de l'office national d'assainissement (ONA) de la wilaya. Retenues au titre des efforts de consolidations du réseau d'assainissement au diapason de l'extension urbaine que connaît cette collectivité, ces installations devraient contribuer à l'amélioration du service public et des conditions de vie de la population locale, a indiqué le directeur de l'ONA, Smail Bounacer, en marge du lancement d'une campagne proactive d'entretien et de curage du réseau d'assainissement et des cours d'eau en prévision de la période des précipitations automnales. M. Bounacer a, à ce titre, fait part de la réalisation en cours d'autres stations de refoulement et de relevage au niveau d'autres régions susceptibles de consolider le réseau d'assainissement au niveau de la wilaya qui recense actuellement 49 installations hydrauliques similaires. La wilaya de Ouargla dispose également de trois stations de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP), dont la plus importante est implantée près du quartier de Saïd Otba, d'une autre retenue dans la daïra de N'goussa et celle de la daïra de Sidi-Khouiled . La campagne d'entretien qui ciblera tous points noirs s'est vue accorder tous les moyens humains et matériels nécessaires, dont six (6) camions hydrocureurs et d'aspiration, quatre (4) compresseurs d'air, en sus de 35 agents d'entretien et de curage.

CONSTANTINE

Réception prochaine de deux stades communaux de football après leur réhabilitation

Deux stades communaux de la wilaya de Constantine seront réceptionnés "très prochainement" après avoir bénéficié de travaux de réhabilitation, leur permettant désormais de répondre aux normes requises pour accueillir les rencontres de la Ligue 2 ainsi que celles des ligues régionales et locales de football, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Il s'agit du stade Bourtal Hassan, situé dans le quartier Daksi Abdel-Salam (commune de Constantine), qui a connu la pose d'une pelouse synthétique ainsi que la réalisation de tribunes couvertes. Lors d'une récente visite d'inspection, le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda a insisté sur "l'accélération du rythme des travaux afin d'assurer sa livraison dans les plus proches délais". Quant au stade du quartier Zighoud Youcef, dans la commune de Constantine également, il a lui aussi bénéficié de travaux de réhabilitation ayant touché ses infrastructures de base,

en plus de la pose d'une pelouse synthétique. Il sera ainsi en mesure d'accueillir, dès le début de la saison sportive 2025-2026, les compétitions officielles des clubs constantinois. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de revalorisation des infrastructures sportives de la wilaya, visant à améliorer les conditions de pratique du football et à offrir aux clubs locaux des équipements modernes conformes aux standards exigés, a souligné la même source. La réhabilitation du stade Bourtal Hassan a nécessité une enveloppe financière globale

estimée à 155 millions DA, dont près de 120 millions DA mobilisés dans le cadre du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour la réalisation des tribunes, tandis que la commune de Constantine a contribué avec 35 millions DA supplémentaires destinés à la pose du tartan et la réalisation des clôtures. Pour sa part, le stade de la commune de Zighoud Youcef a bénéficié d'un financement de l'Assemblée populaire communale (APC) estimé à 56 millions DA, consacré exclusivement à la réalisation des tribunes, dans le cadre des efforts locaux visant la modernisation des infrastructures sportives.

DJELFA

Lancement des travaux de réalisation de deux hôpitaux à Faïdh El-Batma et Ain El-Ibel

Les travaux de réalisation de deux (2) hôpitaux ont été lancés dimanche dans les communes de Ain El-Ibel et Faïdh El-Batma, dans la wilaya de Djelfa, dans le cadre du renforcement du parc d'infrastructures sanitaires et du rapprochement des services de santé publique des citoyens. Le wali de

Djelfa, Djahid Mous, a procédé au coup d'envoi de ces deux projets, dotés d'une enveloppe de sept (7) milliards de DA, et dont la capacité d'accueil est estimée à 60 lits chacun. A cette occasion, le wali a annoncé le lancement, avant la fin de l'année en cours, de sept (7) nouveaux projets d'établissements

de santé à travers plusieurs communes de la wilaya. "Ces infrastructures contribueront à améliorer l'accès aux soins, notamment pour les habitants des zones reculées, en droite ligne avec les objectifs fixés par le programme complémentaire", a-t-il souligné. Selon le responsable de l'exécutif local, les cir-

conscriptions administratives de Messaad et Ain Oussara bénéficieront, elles aussi, de projets d'hôpitaux mère-enfant, actuellement à l'étude. Des travaux seront lancés dans les prochains jours pour la construction d'un hôpital de 60 lits dans la commune de Hassi Bahbah, a-t-il ajouté, en outre.

ANNABA

212 écoles primaires équipées de tablettes numériques

Pas moins de 212 écoles primaires de la wilaya d'Annaba ont été équipées de tablettes numériques dans le cadre de la prochaine rentrée scolaire 2025-2026, a déclaré le wali, Abdelkader Djellaoui. Intervenant lors du dernier conseil de l'exécutif de la wilaya, le responsable a souligné que cette opération "s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation du système éducatif par, notam-

ment, l'intégration d'outils numériques dans l'enseignement", ce qui contribuera, selon lui, à "améliorer la qualité de l'enseignement et à permettre aux élèves d'acquérir des compétences dans l'utilisation des technologies modernes dès les premières années de leur cursus scolaire". Le wali a indiqué, dans le même contexte, que la direction de wilaya de l'Education a pris l'initiative de former les enseignants et

les inspecteurs de l'enseignement primaire afin de garantir une bonne utilisation des tablettes numériques et des tableaux interactifs, et a fait appel à des ingénieurs spécialisés dans le domaine de la maintenance pour intervenir en cas de panne technique. Le chef de l'exécutif local a également souligné que l'objectif de cette opération est "d'alléger le poids du cartable scolaire et de passer, progressivement, à l'en-

seignement numérique afin de permettre d'améliorer les résultats des élèves, tout en se mettant au diapason des évolutions technologiques dans le monde". Par ailleurs, des manuels scolaires ont été fournis aux établissements, en plus de l'ouverture, en coordination avec l'Office national des publications scolaires, de 34 points de vente agréés dans l'optique de faciliter l'acquisition des livres scolaires.

BOUMERDES

Production “record” de poissons

Une production "record" estimée entre 100 et 150 tonnes/jour de différentes espèces de poissons, a été réalisée au niveau des ports de pêche de la wilaya de Boumerdes entre le 1er août et samedi dernier, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale de la pêche et de l'aquaculture. La pêche quotidienne de poissons, composée majoritairement de poisson bleu (sardine), a atteint un niveau

"inédit", allant de 100 à 150 tonnes/jour durant tout le mois d'août, contre à peine 50 tonnes/jour à la même période de l'année dernière, a indiqué à l'APS, le directeur local du secteur, Chérif Kadri. Il a ajouté que ce pic de production s'inscrit dans la tendance haussière constatée au début du second semestre 2025, avec un total de 3.127 tonnes de poissons pêchés, soit une hausse de près de 16% comparativement à la même période de 2024, où

la production s'était établie à 2.696 tonnes, essentiellement composée d'espèces pélagiques. Selon le responsable, cette abondance a contribué de façon directe à la baisse des prix de la sardine sur les marchés et points de vente fixes de la wilaya, où ils oscillent actuellement entre 150 et 500 DA/kg, après avoir longtemps dépassé les 1000 DA/kg.M. Kadri a attribué cette hausse de la production piscicole à plusieurs facteurs, notamment des conditions

climatiques favorables, les courants marins, le renouvellement des ressources halieutiques et l'intensification des sorties de pêche au large de la mer. Pour rappel, la flotte de pêche de la wilaya, activant dans les ports de Dellys, Zemmouri et Cap Djinet, compte 673 embarcations, dont 170 spécialisées dans la pêche de la sardine. Elle mobilise près de 5.200 pêcheurs sur un total de 6.150 inscrits dans les différents métiers liés à la pêche.

L'ÂGE D'OR DES PROFITEURS DE GUERRE

Trump enrichit davantage le complexe militaro-industriel

Washington à l'heure de Trump insuffle un nouveau souffle au complexe militaro-industriel. Lorsque, dans son discours d'adieu de 1961, le président Dwight D. Eisenhower a mis en garde contre les dangers de l'influence incontrôlée que conférait un partenariat entre l'armée et un groupe croissant de fabricants d'armes américains, il a inventé le terme inquiétant de « complexe militaro-industriel », et jamais il n'aurait pu imaginer à quel point celui-ci allait devenir gigantesque et puissant. En fait, ces dernières années, une entreprise à elle seule, Lockheed Martin, a bénéficié d'un financement du Pentagone supérieur à celui de l'ensemble du département d'État américain. Et cela, avant même que l'administration Trump ne décide de réduire considérablement les dépenses en matière de diplomatie et d'augmenter le budget du Pentagone pour atteindre un montant stupéfiant de 1 000 milliards de dollars par an.

1^{ère} partie

Par William D. Hartung (*)

Dans une nouvelle étude publiée par le Quincy Institute for Responsible Statecraft et le Costs of War Project de l'université Brown, Stephen Semler et moi-même révélons à quel point ces producteurs d'armes et leurs alliés sont devenus puissants, alors que les budgets du Pentagone ne cessent tout simplement pas d'augmenter. Et il faut bien comprendre ceci : au cours des cinq années allant de 2020 à 2024, 54 % des 4 400 milliards de dollars de dépenses discrétionnaires du Pentagone ont été alloués à des entreprises privées et 791 milliards de dollars à seulement cinq sociétés : Lockheed Martin (313 milliards de dollars), RTX (anciennement Raytheon, 145 milliards de dollars), Boeing (115 milliards de dollars), General Dynamics (116 milliards de dollars) et Northrop Grumman (81 milliards de dollars). Et encore, c'était avant que le projet de loi « Big Beautiful Budget » de Donald Trump ne débarque sur la planète Terre, réduisant drastiquement les dépenses consacrées à la diplomatie et aux programmes nationaux afin de faire place à des réductions d'impôts importantes et à des dépenses quasi record du Pentagone. En bref, « l'État garnison » contre lequel Eisenhower nous avait mis en garde est devenu réalité, avec des conséquences négatives pour presque tout le monde, sauf pour les dirigeants et les actionnaires de ces géants de l'armement et leurs rivaux du secteur émergent des technologies militaires, qui les talonnent désormais de près. Les défenseurs de la haute technologie militaire tels Peter Thiel de Palantir, Elon Musk de SpaceX et Palmer Luckey d'Anduril ont promis une nouvelle version plus abordable, plus flexible et soit-disant plus efficace du complexe militaro-industriel, comme le décrit Anduril dans « Rebooting the Arsenal of Democracy » [Relancer l'arsenal de la démocratie, NdT], une ode à la valeur supposée de ces entreprises technologiques émergentes. Curieusement, cet essai d'Anduril est en fait une critique remarquablement pertinente des Big Five, les cinq grands entrepreneurs, et de leurs alliés au Congrès et au Pentagone, soulignant leur penchant inébranlable pour les dépassements de coûts, les retards dans les calendriers et la politique clientéliste visant à préserver des systèmes d'armement qui, trop souvent, ne servent plus aucun objectif militaire utile. Selon ce

document, si les Lockheed Martin de ce monde ont joué un rôle utile à l'époque de la Guerre froide avec l'Union soviétique, ils sont aujourd'hui incapables de construire la prochaine génération d'armes. La raison : leur modèle économique archaïque et leur incapacité à maîtriser les logiciels qui sont au cœur d'une nouvelle génération d'armes semi-autonomes et sans pilote, gérées par l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique de pointe. De leur côté, les nouveaux titans de la technologie affirment avec ardeur qu'ils peuvent produire précisément cette génération d'armes futuristes de manière beaucoup plus efficace et à un coût bien moindre, et que leurs systèmes d'armes préserveront, voire étendront, la domination militaire mondiale des États-Unis pendant encore longtemps en distançant la Chine dans le développement des technologies de nouvelle génération.

La guerre et l'émergence possible d'une techno-autocratie

Pourrait-il réellement y avoir un nouveau complexe militaro-industriel amélioré, prêt à entrer en scène, qui serait adapté aux besoins actuels de défense du pays sans pour autant dépouiller les contribuables ? Ne comptez pas là-dessus, du moins pas si cela repose sur le développement « d'armes miracles » qui coûteraient beaucoup moins cher et seraient beaucoup plus efficaces que les systèmes actuels. Une telle idée semble surgir à chaque génération, pour finalement systématiquement tourner court. Depuis le « champ de bataille électronique » qui était supposé localiser et détruire les forces vietcongs dans la jungle d'Asie du Sud-Est pendant la guerre du Vietnam jusqu'à la vision avortée de Ronald Reagan d'un bouclier antimissile « Star Wars » infranchissable, en passant par l'échec des munitions à guidage de précision et de la guerre en ligne pour remporter la victoire en Irak et en Afghanistan pendant la guerre mondiale contre le terrorisme, l'idée selon laquelle une technologie militaire supérieure est la clé pour gagner les guerres américaines et étendre la puissance et l'influence des États-Unis a régulièrement été vouée à l'échec. Et ceci, même si les armes fonctionnent comme prévu (ce qui n'est trop souvent pas le cas). Et pendant qu'on y est, il ne faut pas oublier, par exemple, que près de 30 ans plus tard, l'avion de combat F-35, très

médiatisé et à la pointe de la technologie, autrefois salué comme une merveille technologique en devenant celui qui allait révolutionner à la fois la guerre et les achats militaires, n'est toujours pas prêt à être mis en service. Conçu pour accomplir de multiples tâches de combat, notamment remporter des combats aériens, soutenir les troupes au sol et bombarder des cibles ennemies, le F-35 s'est avéré incapable d'accomplir la moindre de ces tâches de manière satisfaisante. Et pour couronner le tout, l'avion est si complexe que sa maintenance et ses réparations prennent presque autant de temps que sa préparation au combat. Il faut garder à l'esprit tout ce passé empreint non seulement d'orgueil technologique, mais aussi d'échecs stratégiques lorsqu'on écoute les affirmations – jusqu'à présent non vérifiées – des dirigeants du secteur militaro-technologique quant aux mérites de leurs derniers gadgets. D'une part, tout ce qu'ils proposent de construire – depuis les essaims de drones jusqu'aux avions sans pilote, en passant par les véhicules terrestres et les navires – dépendra de logiciels extrêmement complexes qui sont inévitablement condamnés à avoir des défaillances à un moment ou à un autre. Et même si, par miracle, leurs systèmes, parmi lesquels l'intelligence artificielle, sont à la hauteur de leurs promesses, ils pourraient non seulement ne pas s'avérer décisifs dans les conflits futurs, mais aussi rendre les guerres d'agression encore plus probables. Après tout, les pays qui maîtrisent les nouvelles technologies sont tentés de passer à l'attaque, ce qui met moins de leurs propres citoyens en danger immédiat tout en causant des dommages dévastateurs aux populations ciblées. L'utilisation de la technologie Palantir par les Forces de défense israéliennes pour augmenter le nombre de cibles détruites dans un laps de temps donné lors de leur campagne de massacre massif à Gaza pourrait préfigurer une nouvelle ère de guerre si les technologies militaires émergentes ne sont pas encadrées par un système de suivi et de responsabilisation.. Autre risque lié à la guerre pilotée par l'IA : le risque que les nouvelles armes choisissent leurs cibles sans intervention humaine. Le Pentagone prône aujourd'hui le maintien d'un contrôle humain dans l'utilisation de ces systèmes, mais la logique militaire va à l'encontre de ces affirmations. Comme l'a écrit Christian Brose, président et directeur

de stratégie d'Anduril, dans son ouvrage fondateur Kill Chain, les guerres high-tech du futur dépendront de la capacité de chaque camp à identifier et détruire ses cibles le plus rapidement possible, un impératif qui garantirait que les humains, plus lents, soient écartés du processus. En résumé, deux possibilités se présentent si l'armée américaine passe au « nouveau complexe militaro-industriel amélioré » prôné par le monde de la Silicon Valley : des systèmes complexes qui ne fonctionnent pas comme annoncé, ou de nouvelles capacités qui pourraient rendre la guerre à la fois plus probable et plus meurtrière. Et ces conséquences dystopiques ne feront que se renforcer en raison des idées des nouveaux militaristes de la Silicon Valley. Ils se considèrent à la fois comme les « fondateurs » d'une nouvelle forme de guerre et comme les « nouveaux patriotes » en mesure de restaurer la grandeur américaine sans qu'un gouvernement démocratique n'ait besoin de s'impliquer dans les conflits. Leur idéal serait en fait de s'assurer que le gouvernement leur laisse le champ libre et les laisse résoudre seuls les innombrables problèmes auxquels nous sommes confrontés. Avouez qu'Ayn Rand serait fière. [Ayn Rand (1902-1985), essayiste, est considérée comme la théoricienne d'un capitalisme individualiste et prônant les valeurs de la raison, du mérite et de l'égoïsme rationnel, son concept central. Figure de l'anticommunisme radical, elle prône l'indépendance et le « laissez-faire » face à toute forme de collectivisme ou de religion établis, NdT]. Une telle techno-autocratie serait bien plus susceptible de servir les intérêts d'une élite relativement restreinte que d'aider de quelque manière que ce soit l'Américain moyen. De la quête de Peter Thiel qui souhaite trouver un moyen de vivre éternellement au désir d'Elon Musk de permettre la colonisation massive de l'espace, il n'est pas du tout certain que, même si ces objectifs pouvaient être atteints, ils seraient accessibles à tous. Il est plus probable que ces perspectives seraient réservées aux êtres supérieurs que les techno-militaristes considèrent être.

(A suivre)

(*) Collaborateur régulier de TomDispatch, est chercheur senior au Quincy Institute for Responsible Statecraft et coauteur, avec Ben Freeman, de The Trillion Dollar War Machine: Source : TomDispatch, 27-07-2025 Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ARABIE SAOUDITE
Ryadh lance 16 grands
projets d’aide en Syrie

Le Dr Abdullah Al-Rabeeah, superviseur général de l'agence d'aide saoudienne KSrelief, a lancé dimanche 16 initiatives humanitaires globales en République arabe syrienne. M. Al-Rabeeah, qui était accompagné d'une importante délégation saoudienne de haut niveau, a déclaré à Arab News : "Aujourd'hui est un jour historique. Comme tout le monde le sait, l'Arabie saoudite soutient le peuple syrien depuis des décennies. "Et aujourd'hui, c'est un nouveau signal : Nous l'avons soutenu avant le conflit, pendant le conflit, et maintenant, nous l'espérons, (pendant) cette période de réforme en Syrie, nous soutenons (à nouveau) le peuple syrien." Il a ajouté : "Aujourd'hui, nous avons lancé de nombreux projets dans le secteur de la santé et des abris, dans le soutien aux communautés. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, notre objectif est d'autonomiser la communauté, les femmes, les enfants et les jeunes, afin que le peuple syrien passe d'une situation de dépendance aux secours à une période de rétablissement. Et nous espérons que cette période sera suivie d'une période de développement". La première initiative annoncée est le programme d'équipements médicaux vitaux, qui vise à équiper 17 hôpitaux centraux de tomensito-mètres, d'équipements de pointe pour les soins intensifs et d'unités de dialyse modernes, en plus de la livraison de 454 appareils de dialyse ultramodernes dans l'ensemble du pays. Le programme prévoit également le déploiement de 1 220 médecins spécialistes saoudiens dans plus de 45 spécialités, notamment les implants cochléaires, la neurochirurgie, la chirurgie du cancer pédiatrique et le traitement des brûlures. En outre, 128 159 heures de bénévolat ont été engagées, avec un déploiement continu par rotation. Raed Al-Saleh, ministre syrien de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence, a félicité KSrelief pour ses efforts en faveur de la Syrie. M. Al-Saleh a déclaré : "Ce partenariat sera un pilier essentiel de l'aide apportée à la Syrie : "Ce partenariat sera un pilier essentiel dans la lutte contre la crise humanitaire au niveau national. Nous croyons en l'avenir de la Syrie et en notre capacité à coexister, quels que soient les défis à relever." La deuxième annonce majeure de la cérémonie concerne le programme de sécurité alimentaire et de relance de l'agriculture, qui fournit un soutien stratégique à l'agriculture, y compris la réhabilitation de 33 boulangeries publiques dans huit gouvernorats.

EGYPTE

Emaar Misr annonce un méga complexe touristique de 18,6 milliards \$

Dénommé Marassi Red Sea, ce projet est un partenariat entre la société égyptienne et des groupes saoudiens et émiratis. Il intervient alors que l’industrie touristique égyptienne enregistre des performances inédites.

Le promoteur immobilier égyptien Emaar Misr for Development a officielisé dimanche 7 septembre 2025, un partenariat avec des investisseurs saoudiens et émiratis pour développer un projet touristique d'envergure sur la côte de la mer Rouge, estimé à près de 900 milliards de livres égyptiennes (environ 18,6 milliards de dollars). La cérémonie de signature, retransmise à la télévision nationale, s'est tenue en présence du Premier ministre, Mostafa Madbouly. L'accord associe Emaar Misr, filiale de l'émirati Emaar Properties, à Sky Tower for Real Estate Development ainsi qu'à Golden Coast, société liée au conglomérat saoudien, City Stars. Baptisé Marassi Red Sea, ce complexe d'envergure s'étendra sur 2426 feddans (10,2 km²), à 30 minutes de l'aéroport international de Hurgada. Le projet comprend 12 hôtels de luxe, un port de plaisance principal et deux ports-boutiques, une jetée de 400 mètres, des cabanes flottantes inspirées

des Maldives, des plages privées, des lagon infinis, plus de 500 unités commerciales, des écoles, des hôpitaux et des centres de bien-être. Un pôle multifonctionnel baptisé Marassi Wonders comprendra un parc aquatique, un centre de congrès, des installations sportives et des lieux de loisirs, le tout encadré par un vaste plan de reboisement visant à renforcer la durabilité du site, selon les détails des parties prenantes. En phase de construction, le projet devrait créer entre 150 000 et 170 000 emplois, puis environ 25 000 emplois fixes une fois achevé, apprend-on. La livraison est attendue d'ici quatre ans. Marassi Red Sea s'inspire du succès de Marassi North Coast - 4 millions de visiteurs en trois mois. Selon Hassan el Sharbatly, vice-président de City Stars, il générera des recettes annuelles comprises entre 100 et 200 millions de dollars grâce aux activités touristiques. L'annonce confirme des discussions amorcées en février 2025. Elle intervient

alors que l'Égypte multiplie les projets d'investissements étrangers pour soutenir une économie sous forte pression, confrontée à une crise de liquidité et aux conséquences régionales du conflit à Gaza. Ces dernières années, Le Caire a cherché à attirer les capitaux du Golfe. En 2024, le fonds souverain d'Abou Dhabi, ADQ, avait déjà annoncé un investissement de 35 milliards de dollars dans le développement d'une zone côtière de 170 km² sur la Méditerranée. Le lancement de Marassi Red Sea intervient alors que l'industrie touristique égyptienne enregistre des performances inédites. En 2024, le secteur a contribué à hauteur de 1400 milliards de livres égyptiennes, 8,5% du PIB, et soutenu près de 2,7 millions d'emplois. Pour 2025, la part devrait atteindre 8,6% du PIB, avec 2,9 millions d'emplois et un objectif ambiteux fixé par le gouvernement : accueillir 30 millions de visiteurs d'ici 2028.

TUNISIE

Un TMM à 7% d’ici fin septembre 2025, est-ce envisageable ?

Alors que le Taux Moyen du Marché Monétaire (TMM) se maintient à 7,50% depuis cinq mois consécutifs en Tunisie, l'hypothèse d'une baisse supplémentaire vers 7% d'ici la fin septembre interroge, à plus d'un titre. Cette perspective soulève des questions sur les marges de manœuvre de la Banque centrale et les conditions nécessaires à un tel assouplissement monétaire.

Une trajectoire descendante déjà bien amorcée

Le TMM tunisien a entamé une descente notable depuis le début de l'année 2025. Passant de 7,99% durant les deux mois de janvier et février à son niveau actuel de 7,50%, cette évolution témoigne d'une politique monétaire progressivement plus accommodante. La Banque centrale de Tunisie avait d'ailleurs décidé de réduire son taux directeur de 50 points de base en mars 2025, le faisant passer de 8% à 7,5%, une décision qui s'est immédiate-

ment répercutée sur le marché monétaire. Cette tendance baissière s'inscrit dans une stratégie claire d'accompagnement de la désinflation tout en préservant la stabilité monétaire. L'alignement quasi parfait entre le taux directeur et le TMM illustre l'efficacité du mécanisme de transmission de la politique monétaire de la BCT.

Les contraintes d’une inflation sous surveillance

L'atteinte d'un seuil de 7% nécessiterait une nouvelle baisse du taux directeur, actuellement fixé à 7,5%. Cependant, la Banque centrale devrait conserver un biais prudent, maintenant le TMM proche de 7,5%, selon les dernières analyses économiques. Cette prudence s'explique par la nécessité de préserver les réserves de change tout en consolidant les acquis de la désinflation. Les autorités monétaires tunisiennes naviguent dans un environnement complexe où

chaque décision doit équilibrer soutien à la croissance et stabilité macroéconomique. L'inflation, bien qu'en recul, demeure un paramètre à surveiller étroitement, limitant ainsi l'amplitude des assouplissements possibles.

L’Impact sur le secteur bancaire et le financement

Une éventuelle baisse vers 7% aurait des répercussions directes sur le coût du refinancement bancaire et, par extension, sur les conditions d'octroi des crédits à l'économie. Les banques tunisiennes, qui bénéficient déjà de conditions de refinancement plus favorables, pourraient ainsi disposer de marges supplémentaires pour accompagner les entreprises et les particuliers. Néanmoins, cette perspective reste conditionnée par l'évolution des indicateurs macroéconomiques et par la capacité du système bancaire à absorber ces changements sans compromettre sa solidité financière.

MAURITANIE/ BANQUE DE DÉVELOPPEMENT SHELTER AFRIQUE

Un financement de 15 millions de dollars accordé à la BMI

La Banque de Développement Shelter Afrique (ShafDB), une banque multilatérale de développement panafricaine engagée dans le financement et la promotion du logement, des infrastructures urbaines et connexes, a signé un accord de prêt de 15 millions USD avec la Banque Mauritanienne de l'Investissement (BMI) afin de financer des projets de logements abordables. Cette transaction s'inscrit dans la stratégie de la ShafDB visant à promouvoir l'accès à un logement décent pour les populations à revenu faible et intermédiaire en Afrique, et permettra de ren-

forcer l'écosystème mauritanien du financement du logement, notamment au bénéfice des populations insuffisamment desservies. Ce prêt servira à cofinancer la construction de 1 000 logements dans la ville de ZOUÉRATT et la viabilisation de 1 000 parcelles dans la commune de TEVRAGH ZEINA pour la diaspora et les résidents. Commentant l'accord, Mr. Thierno-Habib Hann, Directeur Général de la Banque de Développement Shelter Afrique, a déclaré que la ShafDB et la BMI partagent une vision similaire de la

promotion de l'accès à un logement décent des populations à revenu faible et intermédiaire en Mauritanie. « Ce partenariat avec la BMI permettra d'offrir des logements abordables et décents à des ménages à faibles revenus, comblant ainsi une partie du déficit de 50 000 logements en Mauritanie dans un contexte où l'urbanisation croît à un rythme de 4% », a déclaré M. Hann. Le Directeur Général de la BMI, Mohamed Yahya Sidi, s'est félicité de l'accord, affirmant que son institution était honorée de travailler avec la Banque de développement Shelter Afrique pour financer

des projets de logements abordables en Mauritanie. « Ce partenariat renforce notre engagement envers le développement socio-économique de la Mauritanie, élargit nos solutions de financement inclusif du logement, et confirme notre soutien à l'ambitieux programme de développement urbain du pays. » a déclaré M. Sidi. Grâce à ce financement, on estime qu'environ 5 000 emplois seront créés, 12 400 personnes bénéficieront du projet et que 2 000 ménages accéderont à un logement via l'auto-construction ou l'acquisition directe.

GABON

La Banque mondiale anticipe une croissance ralentie à 2,4% sur 2025-2027

En Afrique centrale, le Gabon illustre les contraintes propres aux économies rentières, avec des limites d'un modèle trop centré sur le pétrole qui deviennent flagrantes. Dans une sous-région où plusieurs pays font face au même défi, la diversification économique devient un impératif stratégique.

La Banque mondiale anticipe un ralentissement de la croissance de l'économie gabonaise sur la période 2025-2027. Dans sa dernière note de conjoncture, elle prévoit un taux annuel moyen de 2,4% contre les 2,9% attendus en 2024, un coup de frein principalement induit par le secteur pétrolier. Les champs d'or noir du Gabon arrivant à maturité, la production devrait afficher selon l'institution de Bretton Woods, 3 années consécutives de repli : -2,1% en 2025, -5,8% en 2026 et -2,0% en 2027. Le recul sera accentué par des perspectives défavorables sur les cours mondiaux, attendus autour de 60 \$ le baril en moyenne sur la période, contre 80 \$ en 2024. Résultat anticipé : des recettes publiques en baisse et des déficits budgétaires qui pourraient atteindre 5% du PIB. Face à ce défi, Libreville mise sur d'autres richesses, dont le manganèse, le bois, le fer et l'agriculture. Le gisement de fer de Baniaka, dont le début d'exploitation est



prévu en 2026, et le projet de Belinga figurent parmi les leviers stratégiques de diversification. Mais ces secteurs restent fragilisés par une conjoncture internationale atone selon Le Nouveau Gabon, qui cite la faiblesse de la demande chinoise, et par des contraintes domestiques persistantes : pannes électriques, perturbations ferroviaires et infrastructures routières insuffisantes. Pour améliorer ses perspectives, le pays est appelé à accélérer les réformes. La Banque mondiale insiste sur la nécessité d'un assainissement budgétaire rigoureux, d'une gouvernance publique renforcée et d'investissements ciblés dans l'énergie et les transports pour stimuler le secteur privé. Dans un contexte politique plus apaisé, marqué par l'arrivée d'un gouvernement nouvellement élu, l'institution estime que la confiance des investisseurs pourrait progressivement se rétablir.

NIGERIA

32 millions \$ des États-Unis pour l'aide alimentaire du PAM

En juillet 2025, le PAM avait dû suspendre son aide d'urgence destinée à 1,3 million de personnes dans le nord-est du Nigeria, faute de financement. L'organisation estime que plus de 33 millions de Nigériens seront exposés à une insécurité alimentaire aiguë cette année. Les États-Unis ont annoncé une contribution de 32,5 millions de dollars au Programme alimentaire mondial (PAM) pour renforcer l'aide alimentaire et nutritionnelle dans les régions du Nigeria affectées par les conflits. Selon un communiqué de l'ambas-

sade américaine à Abuja, ce financement permettra d'assister 764 205 personnes dans le nord-est et le nord-ouest du pays. Parmi elles figurent 41 569 femmes enceintes et allaitantes ainsi que 43 235 enfants, qui recevront des compléments nutritionnels grâce à des bons alimentaires électroniques. Cette annonce intervient alors que le PAM avait dû suspendre en juillet 2025 son aide d'urgence destinée à 1,3 million de personnes dans le nord-est du Nigeria, faute de financement. Une décision prise dans un contexte de recrudescence des violences et de niveaux records de

faim. La réduction des financements américains pour les programmes d'urgence en 2025, décidée par l'administration Trump, avait par ailleurs fragilisé les opérations humanitaires de l'organisation. Depuis plus d'une décennie, le nord du Nigeria est confronté à une insurrection qui a provoqué le déplacement de plus de deux millions de personnes. A cette crise sécuritaire s'ajoutent les affrontements entre agriculteurs et éleveurs dans le nord-ouest et le centre-nord, aggravant les tensions sur l'approvisionnement alimentaire. Le PAM

estime que plus de 33 millions de Nigériens seront exposés à une insécurité alimentaire aiguë en 2025. Pour répondre à cette situation, l'agence onusienne a engagé 2,5 milliards de dollars dans le cadre du Plan national stratégique 2023-2027 du Nigeria, destiné à lutter contre la faim et la malnutrition. De son côté, le gouvernement nigérien met en œuvre son Plan d'action multisectoriel national pour l'alimentation et la nutrition (NMPFAN 2021 - 2025), qui vise à améliorer la sécurité alimentaire, renforcer la nutrition et stimuler la production agricole.

COTE D'IVOIRE

Le secteur industriel en hausse de 25% à fin juin

En 2024, le secteur industriel ivoirien a contribué à hauteur de 22,7% au PIB, selon le gouvernement. Celui-ci entend faire de ce secteur un levier majeur de transformation structurelle de l'économie. Le chiffre d'affaires du secteur industriel de Côte d'Ivoire a enregistré une croissance annuelle de 25% à fin juin 2025 par rapport à la même période en 2024, selon les données de l'Agence nationale de la statistique publiées le mardi 2 septembre 2025. Cette performance est principalement soutenue par quatre secteurs : les industries extractives, énergétiques, manufacturières et environnementales. Les industries extractives ont enregistré une croissance de 68,3% due à l'extraction d'hydrocarbures et des minerais métalliques. Le secteur de l'énergie, de son côté, a crû de 9%, attribuable aux activités de production et de distribution d'électricité et de gaz. Cependant, le secteur de l'eau a enregistré une baisse. Quant au secteur manufacturier, sa croissance est de 7,4 % en juin 2025, tirée par les produits à base de tabac, le textile, les produits chimiques, métallurgiques et de fonderie, ainsi que les équipements électriques et de réparation et installation de machines. Toutes les branches telles que la fabrication de produits de cuir travaillé, de chaussures, d'articles en bois ou de vannerie, de papier et de carton ont enregistré des baisses. Le secteur environnemental enregistre la plus faible croissance à 4,9%, portée par les activités de collecte, traitement et élimination des déchets, avec un recul des activités de collecte et traitement des eaux usées. Cette information intervient après que le secteur industriel a contribué à hauteur de 22,7 % au produit intérieur brut (PIB) en 2024, portée par le secteur privé, selon le ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba. En Côte d'Ivoire, le gouvernement mise sur l'industrialisation pour une transformation structurelle de l'économie avec la participation du secteur privé. Pour y arriver, il a prévu de créer des chaînes de valeur qui permettront de développer le pays, d'intensifier la promotion et l'émergence de champions nationaux, de mettre en place un programme pour accompagner et promouvoir le financement des PME, des start-up et des jeunes entrepreneurs.

LE BIOGAZ ET LA VALORISATION DES DÉCHETS

Outils clés pour diversifier le mix énergétique africain

Alors que les systèmes électriques en Afrique reposent encore largement sur les énergies fossiles, la valorisation des déchets émerge comme voie crédible de diversification, attirant de plus en plus d'investisseurs. En Afrique où le fossile domine encore dans les systèmes électriques, le biogaz et la valorisation énergétique des déchets s'imposent progressivement comme des solutions locales capables de répondre simultanément aux défis de l'énergie et de la pollution. Cette filière reste modeste en capacités, mais son potentiel prend une dimension stratégique face aux contraintes climatiques et financières du continent.

Le mercredi 27 août, l'institution norvégienne Norfund a annoncé un investissement dans Green Create, en partenariat avec le fonds sud-africain Infra Impact. Green Create opère trois unités de digestion anaérobie en Afrique du Sud et à Maurice, qui transforment des effluents agro-industriels et des déchets organiques en biogaz, électricité, chaleur, eau réutilisable et fertilisants. Pour un pays comme l'Afrique du Sud encore largement tributaire du charbon, la valorisation du biogaz représente une alternative locale et renouvelable, capable de fournir une énergie industrielle décarbonée et de réduire la pression sur les infrastructures publiques de traitement des déchets et

eaux usées. Cette dynamique ne se limite pas à l'Afrique australe. En Sierra Leone, Climate Fund Managers et Infinium Energy Group ont conclu en mars 2025 un partenariat pour développer une centrale de valorisation énergétique des déchets de 30 MW à Freetown. Doté d'un financement initial de 3,1 millions USD à travers le fonds Climate Investor Two, le projet doit transformer chaque année 365 000 tonnes de déchets municipaux en 236,5 GWh d'électricité renouvelable, livrés au réseau national via un contrat d'achat de 25 ans avec la compagnie publique EDSA. Ces deux modèles, à savoir le biogaz agro-industriel et la valorisation des déchets municipaux, illustrent la sou-

plesse du secteur. Dans les deux cas, il s'agit de créer de la valeur circulaire à partir de flux de déchets, en produisant non seulement de l'énergie, mais aussi de l'eau propre et des fertilisants organiques. Cela ne remplacera pas les centrales thermiques à court terme, mais s'impose déjà comme un levier pragmatique et reproductible. Selon l'Institut français des relations internationales (IFRI), la production de déchets municipaux en Afrique subsaharienne triplera d'ici 2050 pour atteindre 516 millions de tonnes. Ignorer cette ressource reviendrait à laisser de côté une solution qui peut réduire la dépendance énergétique, soutenir l'agriculture et améliorer la résilience climatique.

BOURSE ZURICH

Le SMI prudent entre instabilité politique française et la BCE

La Bourse suisse a ouvert autour de l'équilibre lundi, prise en étau entre l'instabilité politique en France et les annonces sur les taux de la Banque centrale européenne (BCE). Les investisseurs se préparaient aussi à analyser plus tard dans la semaine l'inflation américaine.

La semaine s'annonce chargée autant sur le front politique qu'économique. Le Premier ministre français François Bayrou engagera à 15h00 la responsabilité du gouvernement sur son projet de budget d'austérité qui vise à endiguer l'endettement du pays. Face au manque de majorité, les députés devraient voter vers 20h00 contre et le gouvernement actuel devrait tomber, obligeant M. Bayrou à présenter sa démission. Selon le responsable de la stratégie d'investissement de la banque Cité Gestion, John Plassard, "c'est surtout la crise politique en France, avec la perspective d'une chute imminente du gouvernement, qui devrait retenir l'attention". Pour les experts d'Edmond de Rothschild, "gagner le vote de confiance le 8 septembre semble presque impossible". "Le scénario qui semble se dessiner pourrait contraindre le Premier ministre et son gouvernement à démissionner. La nomination d'un nouveau gouvernement dans les semaines à venir risque de retarder da-

vantage le vote du budget", ont-ils ajouté, soulignant toutefois que "la dette française se place toujours bien sur les marchés". Jeudi, ce sera au tour de la Banque centrale européenne (BCE) de faire ses annonces en matière de taux directeurs. L'institut d'émission devrait maintenir ses taux inchangés, l'inflation restant contenue en zone euro, mais la probable chute du gouvernement français et la faiblesse persistante de l'économie allemande lui compliquant la donne. Les investisseurs analyseront également jeudi l'inflation CPI au mois d'août aux États-Unis. Vers 09h05 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI était stable à 12'370,80 points, après avoir clôturé vendredi en repli de 0,10%. Le SLI gagnait tout juste 0,05% à 2028,88 points et le SPI grignotait 0,05% à 17'122,17 points. Alors que les nouvelles d'entreprises se faisaient rares, une majorité de valeurs vedettes a ouvert dans le rouge. Les plus

fortes baisses étaient enregistrées par Lonza (-0,7%), Swiss Life (-0,6%) et Alcon (-0,4%). Les analystes de Kepler Cheuvreux ont abaissé l'objectif de cours du spécialiste des produits ophtalmiques, tout en confirmant leur recommandation à l'achat. Les poids lourds Novartis (-0,4%) et Nestlé (-0,4%) inversaient leur tendance positive d'avant-Bourse. Le groupe pharmaceutique bâlois fait face à une plainte pour vol d'une stratégie de placement déposée à New York, selon le journal Le Temps. L'américain Richmond Global Compass reproche au groupe d'avoir, après une tentative avortée d'investissement, donné accès sans droit à une straté-

gie de fonds spéculatif. Selon le portail d'information Inside Paradeplatz, le géant de l'alimentaire aurait fait une offre de rachat sur la jeune pousse pharma américaine Seres Therapeutics. A l'autre bout du tableau se trouvaient Amrize (+2,0%), VAT Group (+1,2%) et Julius Bär (+0,8%). Sur le marché élargi, Medacta (+1,7%) a dégagé sur les six premiers mois de l'année un bénéfice net de 60,0 millions d'euros, étoffé de plus de moitié sur un an. Aevis (+0,7%) a vu recettes et rentabilité s'améliorer sur les six premiers mois de 2025, portées par son coeur de métier dans l'hôtellerie avec MRH Switzerland et la santé avec Swiss Medical Network.

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre dans le vert, la France au centre de l'attention

Les principales Bourses européennes avancent en début de séance lundi, alors que le Premier ministre français François Bayrou s'apprête à engager la responsabilité de son gouvernement sur la question de l'endettement lors d'un vote de confiance à l'Assemblée nationale. À Paris, le CAC 40 gagne 0,46% à 7.710,46 points vers 07h03 GMT. A Francfort, le Dax avance de 0,71% et à Londres, le FTSE 100 monte de 0,17%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,55%, le FTSEurofirst 300 avance de 0,40% et le Stoxx 600 prend 0,41%. Ce lundi, les marchés concentrent leur attention sur la situation politique en France, la crise parlementaire qui se joue à Paris n'ayant pas pour autant entamé l'appétit des investisseurs. Le Premier ministre, François Bayrou, joue son va-tout lors d'un vote à haut risque à l'Assemblée nationale, les forces d'opposi-

tion étant en mesure de chasser du pouvoir son gouvernement en place depuis janvier. L'opposition parlementaire, du Rassemblement national (RN) au Parti socialiste (PS) en passant par La France insoumise (LFI) et les Écologistes, ont déjà annoncé leur intention de ne pas lui accorder leur confiance. Si François Bayrou n'obtient pas la majorité absolue lors du vote à l'Assemblée, il devra remettre la démission de son gouvernement au président de la République, Emmanuel Macron, qui devra l'accepter ou non et désigner un successeur le cas échéant. Sur le front des données économiques, les exportations allemandes ont baissé de façon inattendue en juillet par rapport au mois précédent et ont reculé de -0,6%, selon les données de l'Office fédéral de la statistique. Aux valeurs, à Londres, Phoenix Group abandonne 3,28% après ses résultats.

PARIS

Hausse timide, les regards tournés vers le Palais Bourbon

La Bourse de Paris grappille un timide 0,2% ce matin, autour des 7690 points, aidée par Schneider Electric (+2%) et Airbus (+1,5%) mais pénalisée par Edenred (-6,7%). Après une série de semaines à enjeux élevés (rapport sur l'emploi américain, résultats de Nvidia, Jackson Hole), les marchés devraient prendre leur quartiers d'automne dans les jours qui viennent avec un agenda qui s'annonce peu chargé du côté des indicateurs économiques comme des résultats d'entreprise. Premier rendez-vous de la semaine, la tenue cet après-midi à partir de 15h du vote de confiance demandé par le premier ministre français François Bayrou ne revêt aucun suspense tant son gouvernement semble avoir désormais peu de chances de survie. Sauf énorme surprise, le résultat du vote qui tombera vers 19h est déjà connu : en raison des votes négatifs des partis d'opposition de la gauche et de l'extrême droite, il devrait met-

tre fin aux fonctions du premier ministre. Si les analystes craignent qu'un effondrement du gouvernement mette encore un peu plus en péril le processus budgétaire, retardant potentiellement sa soumission et, dans un cas extrême, nécessitant une loi spéciale pour prolonger le budget précédent, comme l'année dernière, ils relativisent aussi la portée de l'événement. Malgré l'incertitude politique, la dette française se porte toujours plutôt bien sur les marchés, puisque le Trésor français a réussi jeudi à lever sans difficulté 11 milliards d'euros. Quant au 'spread' entre les Bunds allemands à dix ans et les OAT, leurs homologues françaises, il se maintient en dessous de 80 points de base, un niveau jugé encore rassurant. Les investisseurs prendront par ailleurs connaissance dans les jours qui viennent de données sur l'inflation aux États-Unis (PPI mercredi, CPI jeudi), mais celles-ci semblent

peu susceptibles de faire dérailler les anticipations d'une baisse de taux de 25 points la semaine prochaine par la Fed suite aux chiffres des créations largement inférieurs aux attentes de vendredi dernier. En Europe, la Banque centrale européenne (BCE) devrait maintenir ses taux directeurs inchangés à 2% à l'issue de sa réunion de jeudi compte tenu de la récente remontée de l'inflation, de la dissipation des incertitudes liées à la guerre commerciale et des espoirs suscités par les dernières statistiques d'activité. 'Bien qu'il existe toujours une justification économique à un assouplissement supplémentaire modéré, la communication de la BCE est devenue nettement plus restrictive depuis la dernière réunion de politique monétaire: en l'absence de choc majeur, la politique actuelle restera inchangée', expliquent les experts d'Allianz Trade. Dans ces conditions, les investisseurs pourraient être tentés de réajuster leurs portefeuilles en vue de

tenir compte d'un environnement de taux plus favorable aux États-Unis, mais aussi de la perspective d'un 'statu quo' sur le Vieux Continent d'ici à la fin de l'année. Les investisseurs pourraient désormais être tentés de se porter sur le segment 'value' de la cote (titres de qualité, mais délaissés) en revenant sur des actions comme LVMH, Kering, Volkswagen ou Porsche. La thématique de l'IA reste par ailleurs porteuse, comme le montre la surperformance du Nasdaq Composite la semaine passée, l'indice technologique s'étant apprécié de 1,2% alors que le S&P 500 prenait 0,4% dans l'intervalle. Reste à voir si la publication des résultats trimestriels d'Oracle, prévue demain, permettra d'entretenir cette dynamique favorable. Alors que l'éditeur de logiciels d'entreprise a reculé de 9% sur le mois écoulé, il faudra que ses performances ressortent bien au-dessus des attentes et que son discours sur l'IA s'avère très encourageant afin de justifier un re-

bond de la valeur. A Londres, le baril de Brent gagne 1,3%, autour des 66,5\$ tandis que l'euro s'échange contre 1,173\$. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Alstom fait part d'un contrat de 538 millions d'euros gagné en Nouvelle-Zélande, pour la conception, la fabrication et la livraison de 18 unités multiples électriques à batterie (BEMU) de 5 voitures Adessia Stream B et 35 ans de maintenance FlexCare Perform pour cette flotte. Getlink, la maison mère d'Eurotunnel, annonce que LeShuttle Freight a transporté 86 090 camions en août 2025, soit un recul de 5% par rapport au même mois en 2024, ce qui s'explique notamment par un effet calendaire défavorable (impact d'environ -3%). Qualcomm et Valeo annoncent l'extension de leur collaboration technologique de longue date afin de fournir des solutions avancées d'aide à la conduite (ADAS) et de conduite automatisée (AD) aux constructeurs automobiles partout dans le monde.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 08 Septembre 2025 Valeur : 10 Septembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.4851	129.5001
1	EUR	EURO		151.8860	151.9295
1	GBP	POUND STERLING		174.9562	175.0238
100	JPY	JAPANESE YEN		87.7330	87.7669
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1527	18.1571
1	CHF	SWISS FRANC		162.6289	162.7499
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.7076	93.7388
1	DKK	DANISH KRONE		20.3423	20.3492
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8132	13.8172
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9436	12.9483
1	AED	UAE DIRHAM		35.2513	35.2592
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5082	34.5140
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.8465	424.0344
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2676	44.7125
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2467	14.2483
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.7937	23.9155
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2429	3.2530
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.2849	177.2849

ETATS UNIS

Les répercussions de la politique anti immigration de Trump commencent à se faire sentir sur le marché

Aux Etats-Unis, la police de l'immigration a arrêté près de 500 travailleurs, dont une majorité de sud-coréens, dans une usine Hyundai en Géorgie. Un signe que rien n'arrêtera Donald Trump dans sa politique d'expulsions d'immigrés.

Donald Trump a un objectif: 3.000 immigrés expulsés par jour. Même si pour y arriver il faut passer au peigne fin les entreprises étrangères, quitte à se fâcher avec des alliés. Le coup de filet dans une usine Hyundai située en Géorgie est le plus vaste depuis le début de la campagne anti-immigration de Donald Trump mais aux Etats-Unis, ces actions sont quasi quotidiennes depuis le début du mandat du président. Hyundai est pourtant un bon élève en termes d'investissements : le groupe a investi 20,5 milliards de dollars depuis son entrée aux Etats-Unis et prévoit 21 milliards de dollars supplémentaires d'investissements ces trois prochaines années, avec près d'un demi million d'emplois di-

rects et indirects à la clé. Ce n'est pas suffisant pour Donald Trump qui exige que les entreprises étrangères n'emploient... que des travailleurs américains. "Vos investissements sont les bienvenus, et nous vous encourageons à faire venir vos employés les plus compétents", a écrit le président américain sur son réseau social Truth, mais "en contrepartie, nous vous demandons d'embaucher et de former des travailleurs américains".

Un nombre d'étrangers en baisse

Pourtant, se passer d'immigrés risque d'être compliqué, surtout dans certains Etats. La Californie par exemple, un colosse économique qui compte 10 millions

de travailleurs étrangers, dont 1 sur 5 sans papiers. Selon une étude, si les expulsions massives devaient continuer à ce rythme, la Californie risquerait de perdre jusqu'à 278 milliards de dollars de son PIB. Les effets de la politique de Donald Trump en matière d'immigration sont pourtant déjà bien visibles après seulement 6 mois. Pour la première fois depuis plus de 50 ans le nombre d'étrangers aux Etats-Unis est en baisse : plus d'un million d'immigrés, ont déjà quitté le pays. Avec des conséquences immédiates sur le marché de l'emploi d'un pays où près d'un travailleur sur 5 est étranger : les secteurs du bâtiment, de l'agriculture, des services à la personne connaissent déjà des pénuries de main d'oeuvre.

CHINE

Les exportations vers les USA chutent

Les exportations chinoises ont progressé en août à leur rythme le plus faible en six mois, plombées par le ralentissement des livraisons vers les États-Unis. En conséquence, les entreprises chinoises se tournent vers l'Europe (+10% sur un an en août). Les exportations chinoises vers les États-Unis marquent nettement le pas. Elles ont chuté de 11,8% en août par rapport à juillet, selon des données officielles publiées lundi 9 septembre, sur fond de tensions persistantes entre Pékin et Washington, malgré la trêve dans leur guerre commerciale. La Chine a expédié pour 31,6 milliards de dollars de marchandises vers les États-Unis

le mois dernier, contre 35,8 milliards de dollars en juillet, selon les Douanes chinoises. Les exportations avaient atteint les 38,2 milliards de dollars en juin. Dépendante des exportations, l'économie chinoise est mise sous pression par la politique commerciale erratique du président américain Donald Trump, qui a lancé une guerre commerciale mondiale depuis son retour au pouvoir à la Maison blanche en janvier dernier. De manière générale, les exportations de la Chine ont progressé en août à leur rythme le plus faible en six mois, plombées par le ralentissement des livraisons vers les États-Unis alors que les effets

positifs de la trêve commerciale entre les deux pays se sont estompés, soulignant la nécessité pour Pékin de stimuler son économie au quatrième trimestre. Le maintien à flot des exportations chinoises le mois dernier a été porté par le commerce avec l'Europe et l'Asie, soulignent les données des douanes chinoises. Les exportations chinoises vers l'Union européenne (UE) ont ainsi grimpé de 10,4% sur un an en août, et de 22,5% vers les pays d'Asie du Sud-Est, d'après ces chiffres. "Les exportateurs chinois ont cherché à accroître leur part de marché dans d'autres pays", note Zhiwei Zhang, économiste en chef chez Pin-

point Asset Management. "Cette initiative d'internationalisation a probablement contribué à la résilience des exportations chinoises jusqu'à maintenant", poursuit l'expert. Selon des données officielles publiées lundi 8 septembre, les exportations chinoises ont augmenté le mois dernier de 4,4% sur un an, un rythme inférieur au consensus qui ressortait à 5,0% après une hausse de 7,2% en juillet. Les importations ont pour leur part grimpé de 1,3% en août, montrent les données des douanes chinoises. Les analystes anticipaient en moyenne une hausse de 3,0% après une progression de 4,1% le mois précédent.

ROYAUME UNI

Les augmentations salariales tombent à leur plus bas niveau depuis décembre 2021

Les employeurs britanniques ont accordé en juillet les plus faibles hausses de salaires depuis plus de trois ans et demi, tandis que le ralentissement des recrutements se poursuit, bien que de manière moins marquée que les mois précédents, selon des enquêtes menées auprès d'employeurs et de cabinets de recrutement publiées lundi. Ces chiffres devraient rassurer certains responsables de la Banque d'Angleterre, qui considèrent que la flambée de l'inflation n'est que temporaire. Ils mettent toutefois en lumière les craintes des entreprises concernant une nouvelle vague de hausses d'impôts lors du budget du 26 novembre de la ministre des Finances,

Rachel Reeves. Selon Incomes Data Research, la hausse médiane des salaires sur les trois mois allant jusqu'en juillet est tombée à 3,0 % contre 3,4 % sur la période précédente se terminant en juin, soit son niveau le plus bas depuis décembre 2021. Seuls 9 % des employeurs ont accordé des augmentations de 4 % ou plus, contre 39 % en juin - même si IDR précise que juillet est traditionnellement un mois avec peu de révisions salariales. Les données reposent sur 32 accords couvrant un peu moins de 700 000 salariés. La semaine dernière, une autre étude de la Banque d'Angleterre, le Decision Maker Panel, a révélé que les entreprises ont augmenté les salaires de 4,7 %

sur un an au cours des trois mois précédant juillet, et anticipent des hausses de 3,6 % pour l'année à venir. La Banque d'Angleterre prévoit que l'inflation atteindra 4 % en septembre et estime qu'une progression des salaires proche de 3 % est nécessaire pour ramener l'inflation à son objectif de 2 %. La Recruitment and Employment Confederation a indiqué lundi que les salaires d'embauche pour les postes permanents ont connu leur plus faible progression depuis quatre ans et demi. Le rythme des embauches a encore ralenti - mais de façon moins prononcée qu'au cours des trois derniers mois - tandis que le nombre de candidats a aug-

menté au rythme le plus élevé depuis novembre 2020, en raison de licenciements et d'inquiétudes sur la sécurité de l'emploi. « Tous les regards sont désormais tournés vers le budget d'automne, dans l'espoir que le Chancelier n'aggraverait pas davantage la situation du marché de l'emploi en augmentant le coût des embauches », a déclaré Neil Carberry, directeur général du REC. Le gouvernement travailliste britannique a surpris de nombreuses entreprises en faisant d'une hausse de 25 milliards de livres des cotisations sociales patronales la mesure phare de son premier budget en octobre 2024.

BATTERIES RECONDITIONNÉES EN ALLEMAGNE

La plus grande usine d'Europe est en service

La plus grande usine européenne de batteries de seconde vie vient d'ouvrir ses portes en Allemagne. Mais comme d'autres acteurs du secteur dans le monde, cette entreprise pourrait être fragilisée par les difficultés économiques qui touchent actuellement l'industrie chinoise. Le marché des batteries a explosé ces dernières années, en grande partie en raison de l'électrification des véhicules. Mais que deviennent ces accumulateurs une fois arrivés en fin de vie ? Compte tenu de la quantité élevée de matériaux récupérables qu'ils contiennent, ils s'intègrent de plus en plus dans des boucles circulaires. Cependant, avant le recyclage, les batteries usagées des véhicules électriques trouvent désormais une seconde vie en passant par la case réutilisation, une filière devenue en plein essor. Les entreprises spécialisées dans la récupération et l'exploitation de ces systèmes ne cessent de se multiplier. Il y a quelques semaines, nous vous parlions de Redwood Energy, une startup américaine qui transforme les batteries de voitures en systèmes de stockage stationnaire pour des centres de données. Aujourd'hui, c'est au tour de Voltfang, une jeune pousse allemande qui cherche à stocker le surplus d'électricité issue des énergies renouvelables en réutilisant des batteries de véhicules électriques. L'usine qu'elle vient d'inaugurer à Aix-la-Chapelle, près des frontières belge et néerlandaise, serait la plus grande d'Europe dans ce domaine. D'ici fin 2026, Voltfang prévoit d'atteindre une capacité de production annuelle de 250 MWh, puis 1 GWh en 2030, soit l'équivalent de la consommation annuelle de 300 foyers. L'entreprise entend ainsi contribuer au soutien du réseau électrique national, dont les besoins en stockage augmentent à mesure que la part des énergies renouvelables progresse. L'Allemagne vise en effet 80 % de renouvelables dans son mix électrique d'ici la fin de la décennie. L'intermittence de l'éolien et du solaire nécessitera l'intégration massive de solutions de stockage. En

Comment OpenAI tente de maîtriser la «personnalité» de ChatGPT version 2025

OpenAI réorganise son équipe Model Behavior, responsable de la personnalité de ChatGPT. Cette équipe de 14 chercheurs rejoint désormais l'équipe Post Training, plus large, pour intégrer directement le comportement dans le développement des modèles.

Il aura suffi d'une vague de critiques d'utilisateurs pour secouer le coco d'Open AI. GPT-5 semblait trop froid, trop distant. La firme de Sam Altman avait pourtant cru bien faire en réduisant la « flagornerie », cette tendance des modèles d'IA à valider aveuglément toutes les opinions des utilisateurs. Mais rien n'y a fait les gens voulaient retrouver la chaleur de leurs échanges avec ChatGPT.

L'entreprise s'est alors rendu compte que bricoler la personnalité après coup ne suffisait plus. Mark Chen, directeur de la recherche, a pris une décision radicale en août : fusionner l'équipe Model Behavior avec l'équipe Post Training. Les 14 chercheurs qui peaufinaient le comportement de ChatGPT allaient désormais travailler main dans la main avec ceux qui développent les modèles.

L'architecture du changement se met en place avec une nouvelle équipe

Joanne Jang avait créé l'équipe Model Behavior il y a quatre ans. Son groupe travaillait sur tous les modèles d'OpenAI depuis GPT-4, à lutter notamment contre la flagornerie et gérer les biais politiques. Mais elle voulait aller plus loin. Il fallait que la personnalité de-



viennne « un facteur essentiel de l'évolution de la technologie », et non plus un simple vernis appliqué en fin de parcours. Joanne Jang accepte ce changement et passe même à autre chose. Elle monte OAI Labs, un nouveau projet de recherche rattaché directement à Chen. « Je suis vraiment enthousiaste à l'idée d'explorer des modèles qui nous permettent de dépasser le paradigme du chat », confie-t-elle sur son compte X. Son équipe va maintenant travailler

sous Max Schwarzer, responsable Post-Formation d'OpenAI. L'ancienne responsable voit plus grand que le simple chatbot. « Je considère les systèmes d'IA comme des instruments de réflexion, de création, de jeu, d'action, d'apprentissage et de connexion ». Elle imagine des interfaces entièrement nouvelles, peut-être même en collaboration avec Jony Ive, l'ancien designer d'Apple qui travaille avec OpenAI sur des dispositifs d'IA.

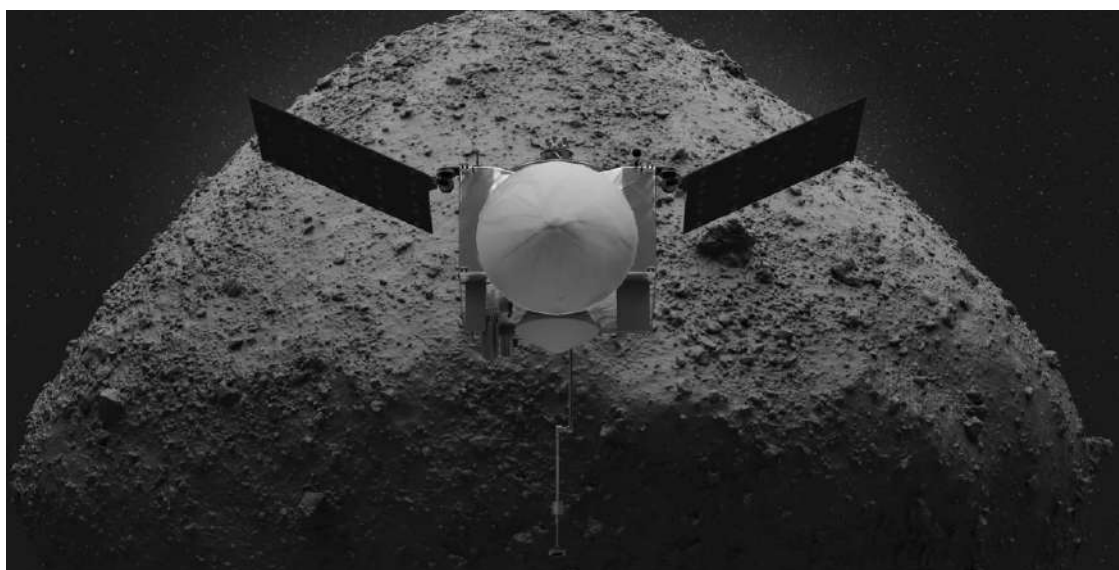
Les vraies conséquences plus graves que prévu

Pendant qu'OpenAI jonglait avec ces ajustements techniques, une tragédie secouait l'entreprise. On vous l'a raconté sur Clubic, les parents d'Adam Raine ont porté plainte contre OpenAI après le suicide de leur fils de 16 ans suite à des échanges avec ChatGPT sur ses pensées suicidaires. Le modèle n'avait pas su dévier la conversation ni alerter sur la dangerosité de ses propos. Cette affaire judiciaire a tout changé. OpenAI ne pouvait plus se contenter de chercher le bon équilibre entre convivialité et esprit critique. L'entreprise a dû réagir rapidement et s'assurer que ses modèles protègent activement les utilisateurs vulnérables. Il fallait créer un assistant empathique qui reste vigilant et éviter qu'une IA bienveillante devienne complice de pensées destructrices ?

OpenAI intègre désormais ces questions de sécurité dès la conception des modèles. Plus question de corriger le comportement après coup, quand un utilisateur se plaint que ChatGPT semble froid. L'entreprise anticipe ces problèmes en amont, pendant que l'IA apprend encore.

L'astéroïde Bennu conserve des traces forgées des milliards d'années avant la naissance du Soleil

En analysant les grains de l'astéroïde Bennu, des chercheurs ont découvert de la matière plus ancienne que le Soleil, des composés organiques et un autre pan de l'histoire géologique façonnée par l'eau et les collisions. La sonde OSIRIS-REx a ramené sur Terre, en 2023, des poussières et roches de l'astéroïde Bennu. Leurs analyses ont montré que certains fragments ont plus de 4,5 milliards d'années. Ces grains proviennent d'étoiles disparues bien avant la naissance du Soleil. Ils portent des signatures isotopiques distinctes. Les chercheurs ont aussi trouvé une grande variété de molécules organiques, comme des acides aminés et toutes les bases constituant l'ADN et l'ARN. Le corps parent de Bennu contient une fraction importante de minéraux hydratés issus de la transformation de la glace fondue. Un impact violent a fragmenté cet astéroïde, puis la gravité a regroupé les morceaux. La surface subit aujourd'hui encore bombardements et rayonnement solaire. Bennu conserve ainsi des traces directes des origines cosmiques et des étapes qui ont façonné le système solaire.



Bennu rassemble des grains anciens d'étoiles disparues et des composants organiques complexes

Les scientifiques ont observé des poussières d'étoiles qui sont plus vieilles que notre système solaire. Ces grains présentent une composition isotopique unique, notamment en oxygène, silicium et titane. Ann Nguyen, chercheuse à la NASA, précise que son équipe et elle ont « découvert des grains de poussière d'étoiles dont la composition est

antérieure au système solaire, ainsi que de la matière organique venue de l'espace interstellaire ». Ces particules proviennent de régions très éloignées, parfois extérieures au système solaire. L'analyse a également détecté quatorze acides aminés et les cinq bases nucléiques indispensables à l'ADN et à l'ARN. Ces molécules organiques riches en azote suggèrent qu'elles se sont formées dans des environnements froids ou dans la nébu-

leuse solaire externe. Bennu présente donc un mélange d'éléments provenant des confins de notre galaxie autant que d'étoiles proches. L'Université d'Arizona souligne que ces grains et molécules nous permettent d'étudier l'assemblage initial des briques de la vie dans le cosmos.

Bennu conserve aussi les traces d'une évolution marquée par l'eau, la collision et l'altération spatiale

La glace a joué un rôle majeur

dans la transformation de Bennu. Lorsqu'elle a fondu, l'eau liquide a réagi avec la roche pour former des minéraux argileux hydratés. Ces phyllosilicates représentent environ 80% des échantillons. Tom Zega, de l'Université d'Arizona, décrit ainsi cette transformation : « Cette glace fondue a permis la formation des minéraux hydratés que nous observons aujourd'hui ». Bennu porte aussi la trace d'un violent impact. La collision avec un autre objet, peut-être l'astéroïde Vesta, a brisé son corps parent. Puis la gravité a réuni les fragments. Ce phénomène explique que Bennu soit poreux et faiblement compacté. La surface subit la colère spatiale quotidienne. Micrométéorites et vent solaire provoquent des impacts visibles aujourd'hui comme des micro-cratères et lui donnent une apparence modifiée par l'altération spatiale. Lindsay Keller, du Centre spatial Johnson, précise : « L'altération spatiale modifie la surface de Bennu plus vite que prévu. Ces processus affectent tous les astéroïdes du système solaire et nous aident à comprendre leur évolution ». Les cycles d'expositions thermiques et chimiques prolongent cette transformation.

PORSCHE 911 TURBO S 2025

La légende devient hybride sans perdre son âme

À Munich, Porsche dévoile la nouvelle 911 Turbo S, première du nom à adopter une hybridation haute performance. Avec 711 ch, un chrono fulgurant de 7'03'' au Nürburgring mais un confort intact, la reine des sportives polyvalentes confirme son statut de référence.



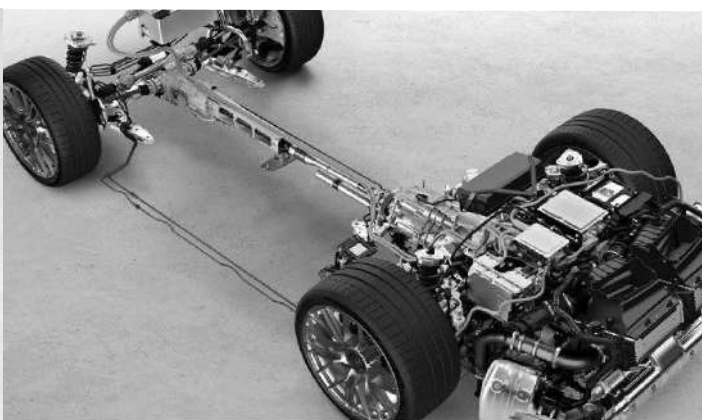
inédite vient souligner le bandeau lumineux arrière. Des touches de couleur "Turbonite", réservées aux modèles Turbo, signent l'identité de cette version : on les retrouve du logo Porsche au lettrage "Turbo S" et sur certains inserts aérodynamiques. Les nouvelles jantes à écrou central complètent ce style plus musclé. Sans oublier l'élément sans doute le plus reconnaissable sur une Turbo : l'aileron en deux parties, avec une "queue de canard" au-dessus de laquelle une aile inclinable et rétractable se déploie.

"La 911 la plus complète et polyvalente"

La polyvalence reste au cœur de la philosophie Turbo S. Son châssis optimisé, l'aérodynamique active (comme sur la GTS, on retrouve des volets de refroidissements actifs à l'avant), les freins PCCB encore plus puissants (410 mm à l'arrière contre 390 mm avant) et les aides dynamiques perfectionnées (nouveau PDCC électro-hydraulique de série grâce au réseau 400 V) sont là pour assurer l'agrément quelles que soient les conditions. Pour Frank Moser, vice-président en charge de la gamme 911, la nouvelle Turbo S incarne plus que jamais "la 911 la plus complète et polyvalente". Il souligne qu'elle se montre "aussi à l'aise dans un usage quotidien que sur les longs trajets autoroutiers ou sur circuit", tout en gagnant en confort, en possibilités de personnalisation et surtout en vitesse par rapport à sa devancière.

Le prix de la Porsche 911 Turbo S

De série, cette nouvelle "neuf elf" adopte des sièges sport 18 positions, un intérieur exclusif marqué par la teinte "Turbonite", les phares HD Matrix LED ou encore le Pack Sport Chrono avec mesure de la température des pneus. Sans parler de la personnalisation presque sans limite via Porsche Exclusive Manufaktur. Disponible en coupé ou cabriolet, avec deux places en série et quatre en option (gratuite), la Porsche 911 Turbo S débute désormais à 271 000 € en Europe, et 285 200 € pour le cabriolet. Les premières livraisons sont attendues fin 2025, début 2026.



Depuis plusieurs jours, Porsche nous tenait en haleine avec des teasers annonçant une nouveauté. Et sous la bâche, le modèle camouflé cachait un large aileron, permettant déjà de nous orienter vers la 911 Turbo. C'était presque ça : à la veille de l'ouverture à la presse du salon IAA de Munich 2025, Porsche lève le voile sur sa toute nouvelle 911 Turbo S. Plus large, plus musclée et encore plus affûtée, elle conserve l'ADN qui a bâti la réputation du modèle : être une sportive sans contrainte, utilisable en toute occasion. Mais cette fois-ci, en coupé comme en cabriolet, que ce soit pour affronter les circuits ou aller au restaurant, la Turbo S peut compter sur une petite révolution : l'hybridation !

L'hybridation au service de la performance

La grande nouveauté de cette Turbo S 2025 réside en effet dans sa motorisation. Le flat-six biturbo de 3,6 litres s'associe désormais à la technologie T-Hybrid, reprise de la dernière 911 GTS, intégrant ici deux turbos électriques et un moteur électrique dans la boîte PDK. Résultat : 711 ch et 800 Nm de couple, soit 61 ch de plus que sa devancière. De quoi en faire tout simplement la Porsche 911... la plus puissante jamais produite (de série) ! Le 0 à 100 km/h est abattu en 2,5 secondes, le 0 à 200 km/h en 8,4 s, et la vitesse de pointe grimpe à 322 km/h. Malgré les 85 kg supplémentaires dus au système hybride, la voiture a tourné le Nürburgring en 7'03''92, soit 14

secondes de mieux que l'ancienne génération. Un exploit qui illustre le potentiel d'une hybridation davantage au service de la performance... que de la sobriété. Car tout hybride qu'elle est, sa consommation mixte est donnée pour 11,6 l/100 km (WLTP).

Confort, exclusivité et détails uniques

Visuellement, cette 911 Turbo S de génération 992.2 affirme encore davantage sa singularité. Plus large que les Carrera, elle se distingue par des prises d'air latérales élargies et un bouclier arrière redessiné, percé de nouvelles ouïes de ventilation. Les sorties d'échappement en titane, désormais de série, adoptent une forme ovale exclusive, tandis qu'une texture nacré

AVEC SON ID.POLO

Volkswagen va attaquer la Renault R5 en direct du salon de Munich

Cela fait longtemps que l'on sait que Volkswagen est en train de préparer une citadine électrique vendue à 25 000 €. La date de lancement de ce modèle approche à grands pas puisqu'il devrait être commercialisé l'an prochain. À Munich, le constructeur allemand continue de révéler des détails. Apparue pour la première fois sous la forme du concept ID.2all, la nouvelle citadine électrique de Volkswagen ne portera pas le nom d'ID.2. C'est une certitude aujourd'hui, car le constructeur allemand vient d'annoncer qu'elle porterait le nom d'ID.Polo. Une nouvelle dénomination, qui

confirme le changement de cap de la marque de Wolfsburg en la matière. VW s'appuie désormais sur son passé pour construire son futur. Ainsi, le style avait déjà un premier indice. Fini le design à part de la gamme électrique, à l'image des ID.3, ID.4 et ID.5, qui n'ont pas connu le succès escompté. Désormais, les futurs modèles zéro émission vont ressembler aux modèles thermiques. Ainsi, même si les lignes de ce futur modèle restent encore camouflées sous bons nombreux d'autocollants, on se rend bien compte qu'elle est proche de l'actuelle Polo. Les différences semblent

porter sur les faces avant et arrière spécifiques avec des projecteurs et feux reliés par un bandeau et des logos lumineux. Le concept présenté ici semble très proche du modèle définitif. Seules les ailes arrière proéminentes interrogent. Cette future citadine partagera sa plateforme MEB+ appelée auparavant MEB Entry. Elle se retrouvera sur d'autres modèles du groupe comme la Cupra Raval, le Skoda Epic ou le futur ID. Cross. La citadine sera animée par deux capacités de batterie et trois puissances moteur. On peut toutefois prédire que l'autonomie maximale devrait se situer aux environs des 400 km.

Beaucoup d'informations sont encore inconnues, mais Volkswagen annonce d'ores et déjà certains équipements comme le régulateur de vitesse de dernière génération, l'aide au stationnement avec mémoire et la caméra 360°. En 2026, cette ID.Polo aura face à elle comme principale rivale, la Renault R5.

Et bientôt une concurrente pour l'Alpine A 290

Volkswagen n'a pas entretenu le suspense, il y aura bel et bien une ID.Polo GTI. Fort de son look musclé, elle sera animée par un moteur dé-

veloppant 226 ch. De quoi venir taquiner les Alpine A290 et Lancia Ypsilon HF.

L'instant Caradisiac : un changement de cap bienvenu

Parfois les constructeurs se trompent. Malgré cela, certains persistent, quitte à aller dans le mur. Volkswagen a compris ces égarements concernant sa politique électrique et à décider de revenir à des fondamentaux en s'appuyant sur des noms connus et reconnus, mais aussi sur des styles plus conservateurs.

Mots fléchés

Séditieuse	Informés	Première page	Corde	Restauration rapide (bar)	Agacer	Coin du feu
Aide financière	S'abreuver	Un classement aux échecs	Tantale		Nouveau congé	Tellure
					Préfecture du Calvados	
Écrivain français (Nicolas)				Alliage de fer et de carbone		
Navire de guerre						
			Grivois	Voiles que portaient les romaines		Calife sunnite
Archives télévisuelles						
Passereau				Coiffure militaire		Apprentissage
Fessiers				Mer en Méditerranée		
					Entrées vietnamiennes	
					Vieille colère	
				Chef éthiopien		
Urinal	Robes indiennes	Augmenté la largeur				Danseuse à l'opéra
		Un mont à Jérusalem				Un droit français
				Purifia		Titre de propriété
Inutiles				Evêché		Qui sont de lui
Ils ressemblent au loir						Agence spatiale
				Règle générale	Se rendre auprès d'une personne	Voisine de l'atlas
						Orateur grec
Événement particulier	Sans ressources	Résultat d'un tenon et d'une mortaise				
						Décomposition des acides aminés
			Horde	Fruit à coque		Frère de Jacob
				Note de musique		Romy Schneider
						joua le rôle
Ermite	Lettre grecque			Elle éleva Horus		Révèle
				Délicat		Elles jonglent
						Qui concerne les champs
					Prénom masculin	
Sensible				Vaniteux		Placé
				Germandrée		
					Certain	Vedette
						Les hommes les aiment
Courtes					Condition	Rongeur
Double coup de baguette					Conte court	A proximité
			Concurrent			Tas
Fait				Marcherai		Il secrète l'urine
Dorénavant il en existe quatre				Bradype		En version originale
			Durée d'une révolution		Assiégé	
Axe d'une roue					3 points 3 tirets 3 points en morse	Erbium

MONNAIES

Le dollar stable face à la monnaie unique

Le billet vert était stable lundi face aux autres devises, dans un marché marqué par de nouvelles tensions politiques, notamment au Japon. Au milieu de la matinée, le billet vert est quasiment stable par rapport à la livre, à 1,3511 dollars, tandis que l'euro grappillait légèrement de 0,07% face à la devise américaine, à 1,1726 dollar. La monnaie japonaise lâchait, quant à elle, 0,17%, à 147,68 yens pour un dollar, sur fond d'incertitudes politiques après la démission dimanche du Premier ministre japonais Shigeru Ishiba, en attendant des élections pour la nomination d'un nouveau dirigeant.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 9 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

PÉTROLE

Le baril de Brent à près de 67 dollars

Les cours du pétrole ont enregistré un redressement lundi, portés par un marché soutenu par des stocks de brut et de produits pétroliers encore faibles aux Etats-Unis et dans les pays de l'OCDE, selon des analystes. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, progressait de 1,91% à 66,75 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, gagnait 1,96% à 63,08 dollars. Dimanche, huit pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) ont décidé d'augmenter la production de 137.000 barils par jour en octobre 2025 par rapport au niveau de production requis en septembre, afin d'équilibrer le marché. Cette décision a été prise lors d'une réunion ministérielle, tenue par visioconférence, regroupant les huit pays de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés non membres) ayant appliqué des réductions volontaires de production en avril 2023, à savoir l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et la Russie Cité dans un communiqué, le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a déclaré que "cette décision reflète la volonté du groupe des huit pays de l'Opep+ d'agir avec responsabilité et de préserver la stabilité du marché, tout en maintenant la flexibilité nécessaire pour réévaluer notre position si l'évolution des conditions l'exige".

BORDJ BADJI-MOKHTAR

Ouverture d'une agence de la BADR

Une agence de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) a été inaugurée dans la wilaya de Bordj Badji-Mokhtar dans le cadre du déploiement de son réseau, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. L'ouverture de cette agence tend à généraliser les prestations financières à travers les wilayas du Sud, et les zones frontalières, par souci de rapprocher les institutions financières des citoyens et créer un environnement idoine à la promotion de l'investissement dans les domaines de l'agriculture et du développement rural notamment, a indiqué la même source. La nouvelle agence de la BADR de Bordj Badji-Mokhtar devrait contribuer à l'impulsion de la dynamique financière au travers ses prestations de financement et de l'E-paiement, l'accès pour les agriculteurs et investisseurs locaux aux crédits bancaires susceptibles de booster la cadence de développement socioéconomique dans la région, a-t-on conclu de même source.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE AFRICAINE

La ZLECAf, un instrument stratégique

Les experts et économistes participant à la rencontre régionale des World Trade Centers de la zone Moyen-Orient et Afrique (MENA), tenue dimanche à Alger, ont mis en avant le rôle stratégique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) dans la transformation de l'économie africaine, en permettant de passer de l'exportation de la matière première à la création de la valeur ajoutée. Lors de cette rencontre, organisée en marge de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine, les intervenants ont plaidé pour une optimisation du dispositif de la ZLECAf, notamment par la standardisation des procédures douanières, la réduction des barrières non tarifaires et le renforcement des chaînes de valeur régionales, afin de stimuler les échanges et d'attirer davantage d'investissements directs étrangers (IDE). A ce jour, 49 pays ont ratifié l'accord, dont 23 l'ont effectivement mis en œuvre à travers le lancement des premiers échanges commerciaux et la délivrance de certificats d'origine, a rappelé l'expert en commerce international et ancien ministre du Commerce, Saïd Djellab, appelant à une accélération de l'adhésion opérationnelle des Etats membres. M. Djellab a souligné le rôle central du secteur privé, en particulier des PME, en tant que "force motrice" de la ZLECAf, tout en insistant sur le rôle "important" des gouvernements dans l'accompagnement de cette dynamique, à travers des politiques publiques adaptées pour créer un climat d'affaires attractif et basé sur l'intérêt mutuel entre pays africains. L'ex-



pert a relevé, par ailleurs, les déséquilibres persistants du commerce africain, où les exportations de matières premières s'accompagnent encore d'importations massives de produits transformés, contribuant à la croissance économique d'autres régions au détriment de la création de valeur ajoutée locale. Pour inverser cette tendance, il a plaidé pour le développement de chaînes de valeur intra-africaines, rappelant qu'un produit doit intégrer au moins 40% de contenu local pour bénéficier des avantages de la zone. De son côté, l'expert international Ali Hadeef a estimé que le continent souffre toujours de carences structurelles en matière de financement du développement, faisant remarquer que le poids croissant de la dette absorbe parfois davantage de ressources que celles allouées à des secteurs sociaux essentiels, tels que la santé et l'éducation.

Pour y remédier, il a appelé à la mise en place d'instruments financiers innovants et au recours accru aux partenariats public-privé (PPP), avec le soutien de la Banque africaine de développement (BAD), de la BADEA et d'autres partenaires internationaux. M. Hadeef a également salué l'appel lancé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du sommet de l'Union africaine, tenu en février dernier à Addis-Abeba, en faveur de la création d'une agence africaine de notation financière, afin de rééquilibrer l'accès au financement pour les pays du continent. Le directeur général du World Trade Center Algiers, Ahmed Tibaoui, a, pour sa part, qualifié la ZLECAf de "l'une des initiatives économiques les plus ambitieuses au monde", rassemblant 1,4 milliard d'habitants et représentant un PIB de 3.400 milliards de dollars, ce qui en fait la plus vaste zone commerciale en nombre de pays membres. Il a estimé que la levée des obstacles tarifaires et non tarifaires permettra une circulation accrue des biens et services, ouvrant de nouvelles opportunités pour les entreprises africaines. Selon lui, la ZLECAf pourrait attirer plus de 100 milliards de dollars d'IDE à moyen terme. "Au-delà du continent, la zone offre également un cadre de coopération renforcée avec le Moyen-Orient, dans des secteurs clés tels que la logistique, l'industrie, la technologie et l'agriculture", a-t-il ajouté. Enfin, M. Tibaoui a proposé l'instauration d'une "Journée WTC Afrique", célébrée chaque année par les centres membres de la WTCA dans la région.

KHENCHELA

Ouverture de plus de 6.700 nouveaux postes de formation professionnelle

Plus de 6.770 nouveaux postes de formation ont été ouverts au niveau des centres de formation professionnelle de la wilaya de Khenchela, en prévision de la session d'octobre 2025, a indiqué, lundi, le directeur local du secteur, Abdelaziz Kadri. Le responsable a précisé, dans

une déclaration à l'APS, que les centres de formation, instituts spécialisés et annexes de formation de la wilaya ont fixé au 27 septembre prochain la date limite de réception des dossiers des candidatures aux postes de formation ouverts. Il a ajouté qu'une session de sélection est prévue les 28 et 29 septembre, suivie, le

2 octobre, de l'annonce officielle des noms des candidats retenus pour la rentrée du secteur, qui aura lieu le 5 octobre prochain. M. Kadri a détaillé qu'il s'agit de 1.570 postes de formation par apprentissage, 1.205 en présentiel, 1.235 postes de formation qualifiante et 1.205 pour les bénéficiaires de l'allocation chô-

mage, en plus de 515 postes de formation pour les femmes au foyer, 852 pour les détenus, 25 pour une formation qualifiante en milieu rural, 38 pour la formation contractuelle et 125 postes pour la formation dans un établissement privé enseignant l'informatique et l'aide à la saisie de données.

CÉRÉALES / FAO

La production mondiale devrait atteindre un record de 2.961 Mt

La production mondiale de céréales devrait atteindre un niveau record de 2.961 millions de tonnes en 2025, selon les dernières prévisions publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce chiffre marque une hausse de 3,5 % par rapport à l'année précédente, portée par des perspectives favorables pour le maïs au Brésil et aux Etats-Unis, a précisé la FAO dans son nouveau bulletin sur l'offre et la demande de céréales. La production de céréales secondaires, incluant le maïs et

le sorgho, est désormais estimée à 1.601 millions de tonnes, soit une hausse 5,9 % par rapport à l'année précédente, tandis que celle du riz devrait progresser de 1,0 % pour atteindre 555,5 millions de tonnes. En revanche, la FAO a légèrement abaissé ses prévisions pour le blé, à 804,9 millions de tonnes, ce chiffre dépasse quand même d'environ 8% celui de l'année dernière, note la même source. L'utilisation mondiale de céréales sur la campagne 2025-2026 est attendue à 2.922 millions de tonnes, soit une hausse de 1,6

% par rapport à la campagne précédente, en partie sous l'effet de l'augmentation attendue de l'utilisation du maïs et du blé pour l'alimentation animale et la production d'aliments pour l'aquaculture. Les stocks mondiaux de céréales devraient augmenter de 3,7 % pour culminer à 898,7 millions de tonnes d'ici fin 2026, portant le ratio stocks/utilisation à 30,6 %, un niveau jugé confortable par l'agence onusienne. Les échanges internationaux devraient également progresser de 1,4 %, atteignant 493,4 millions de tonnes, portés

par une forte demande en blé en Chine, au Pakistan, en Syrie et en Turquie, ainsi que par des importations de riz en hausse au Bangladesh, au Ghana et en Guinée-Bissau. Parallèlement, le bulletin mensuel du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), également alerté sur la hausse des prix des engrais azotés, qui deviennent moins abordables dans plusieurs régions. Cette évolution pourrait affecter les rendements agricoles à moyen terme, prévient l'agence onusienne.